

2014/2015



PN
UD

*Au service
des peuples
et des nations*

ANNÉE D'ACTION MONDIALE



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT



PERSPECTIVE
RÉGIONALE



PARTENAIRES



RÉSULTATS



RESSOURCES

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos de l'Administrateur	1
Introduction : 2015 - Le PNUD : Œuvrer pour les peuples et la planète	3
Mettre le PNUD en adéquation avec les objectifs de son plan stratégique 2014-2017	7
Priorités	8
Œuvrer pour un développement durable.....	8
Répondre aux crises, développer la résilience.....	10
Renforcer la gouvernance démocratique.....	12
Afrique subsaharienne : Développer la résilience et préserver les acquis du développement	15
Gros plan : Favoriser la tenue d'élections équitables et transparentes et renforcer la participation des femmes	18
Etats Arabes : Engagement civique et intervention lors de conflits	19
Gros plan : Crise syrienne : Aider les réfugiés, les communautés d'accueil et les personnes déplacées.....	22
Asie-Pacifique : Comblers les lacunes	23
Gros plan : Durabilité environnementale: proposer des solutions pratiques	26
Europe et Communauté des États indépendants : L'innovation, levier de la transformation	27
Gros plan : Jeter des ponts et surmonter les préjugés, les communautés roms d'Europe.....	30
Amérique latine et Caraïbes : Préserver les gains durement acquis	31
Gros plan : Les catastrophes naturelles ne doivent pas être synonymes de tragédie : partager la compétence des Caraïbes en matière de préparation aux catastrophes naturelles.....	34
VNU - Le volontariat en ligne et sur le terrain, facteur de paix et de développement	36
UNCDF - Mobiliser des financements privés et publics pour les pauvres	38
Le PNUD en chiffres	40
Ressources du PNUD	41

AVANT-PROPOS DE L'ADMINISTRATEUR

Pour le PNUD et l'ensemble du système des Nations Unies, l'année 2015 sera marquée par plusieurs jalons historiques : le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, fondée en 1945, et le cinquantième anniversaire du PNUD, qui a été créé en 1965 sous sa forme actuelle pour diriger l'assistance technique de l'ONU aux activités de développement et de lutte contre la pauvreté à travers le monde.

C'est aussi l'année qui voit s'achever 15 ans d'efforts pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et le début d'une nouvelle ère en matière d'engagements pour le développement mondial, avec l'adoption attendue des objectifs de développement durable (ODD) par les dirigeants mondiaux en septembre prochain.

Le PNUD, qui a joué un rôle central dans l'élaboration et la promotion des OMD et aidé de nombreux pays à les atteindre, collabore à présent avec ses partenaires nationaux pour préparer la voie aux ODD. Il aide à intégrer les ODD à la planification du développement national, et participe, données à l'appui, à l'évaluation des progrès vers la réalisation des nouveaux objectifs aux niveaux local et mondial.

Ces nouveaux objectifs vont probablement inclure l'achèvement des OMD et faire de l'éradication de la pauvreté une priorité. Malgré les progrès impressionnants enregistrés ces dernières années dans la réduction de la pauvreté, un milliard de personnes vivent encore avec moins de 1,25 dollar par jour.

Nous avons également l'obligation de protéger notre planète pour les générations futures et afin de préserver aujourd'hui les acquis durement obtenus en matière de développement. En décembre, la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), qui se tiendra à Paris, devrait parvenir à un nouvel accord mondial sur le climat. Le PNUD, qui met en œuvre des projets relatifs au changement climatique dans 140 pays pour un montant total de 1,3 milliard de dollars, est à l'avant-garde des initiatives des Nations Unies pour lutter contre le changement climatique.

Les interventions du PNUD lors des nombreuses crises qui ont ébranlé le monde en 2014 témoignent de ses capacités d'action uniques en leur genre.

En Syrie, le PNUD a aidé à procurer d'urgence des moyens de subsistance ainsi que des services essentiels aux communautés touchées par le conflit ; il vient aussi en aide aux pays voisins, qui offrent un abri sûr à des millions de réfugiés syriens et leurs fournissent des services. Le PNUD soutient également la République centrafricaine, qui traverse aujourd'hui une grave crise nationale, notamment en lui fournissant une assistance électorale et un appui pour faciliter le dialogue politique entre les différents groupes et régions. Durant l'épidémie de l'Ebola qui s'est abattue sur l'Afrique de l'Ouest, les interventions du PNUD ont porté sur le versement de rémunérations aux agents de santé, les campagnes de sensibilisation communautaire et la fourniture de services de base.

À travers ses activités en 2014 dans des pays en développement, le PNUD a créé près d'un million d'emplois dans les communautés à faible revenu et a contribué à améliorer sensiblement les gains et les moyens de subsistance de millions de personnes. S'agissant de la lutte contre le VIH, le PNUD a garanti à 1,4 million de personnes infectées l'accès à des traitements antirétroviraux et a aidé à enrayer la propagation de la pandémie en menant des campagnes d'information sur les modes de transmission du virus. Dans le cadre de ses vastes programmes d'appui électorale, le PNUD a contribué à inscrire 18 millions de nouveaux électeurs sur les registres, dont près de 4 millions en Afghanistan seulement.

Le nouveau plan stratégique du PNUD, qui en est aujourd'hui à sa deuxième année, concentre ses ressources et son expertise sur trois priorités essentielles : les voies du développement durable, la gouvernance démocratique et le renforcement de la résilience face aux chocs. Il améliore la manière dont le PNUD planifie, conçoit, suit et exécute ses programmes, en vue de garantir des résultats rapides et efficaces. Les effectifs du Siège du PNUD à New York sont actuellement réduits d'environ 30 %, avec le transfert d'une partie de



Helen Clark en visite dans les pays d'Afrique de l'Ouest touchés par Ebola

plus en plus importante de nos équipes dans les bureaux régionaux pour se rapprocher des pays que nous servons.

Nous avons amélioré la qualité de nos projets ainsi que leur impact social et environnemental, et nous sommes résolus à appliquer des normes élevées en matière de transparence. En 2014, le PNUD occupait, parmi les agences de développement, le premier rang du classement établi pour l'année selon l'Indice de transparence de l'aide.

Nous avons la conviction que les compétences du PNUD en matière de lutte contre la pauvreté, de réalisation des OMD, de gouvernance démocratique, ainsi que d'intervention et de relèvement après une crise, continueront à faire de l'organisation un partenaire de premier plan des pays en développement dans leurs efforts pour atteindre les ODD et lutter contre le changement climatique. Nous sommes toutefois conscients que cette efficacité dépend en fin de compte des étroites relations de travail nouées avec nos partenaires, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés. Le maintien et le renforcement de ces partenariats constituent une très haute priorité pour le PNUD alors que nous travaillons à construire un avenir inclusif et durable pour tous.

A handwritten signature in black ink that reads "Helen Clark".

Helen Clark
ADMINISTRATEUR



Introduction

2015 - Le PNUD : œuvrer pour les peuples et la planète

Dans toutes les régions du monde, des voix s'élèvent pour demander un leadership et des mesures en 2015 pour lutter contre la pauvreté, l'inégalité et le changement climatique.

Ces défis d'ordre planétaire exigent des mesures à l'échelle internationale, et cette année offre des possibilités sans précédent pour construire l'avenir que nous voulons. C'est l'année où les dirigeants du monde se réuniront au Siège des Nations Unies à New York pour adopter un nouveau programme en matière de développement durable. Les Objectifs de développement durable (ODD) orienteront la politique de développement et les priorités de financement aux niveaux national et mondial pour les 15 prochaines années, avec un engagement historique à la clé : en finir avec l'extrême pauvreté. Partout. Définitivement.

Le changement climatique et le développement durable sont les deux faces d'une même monnaie. Les effets du changement climatique menacent d'anéantir des décennies de progrès en matière de développement et de compromettre les voies du développement futur. Beaucoup des principaux facteurs de pauvreté dans les pays en voie de développement sont liés au changement climatique, à l'origine de sécheresses accrues et de tempêtes de plus en plus imprévisibles. Les États Membres ont en 2015 une occasion cruciale de ralentir le rythme destructeur du changement climatique en entérinant un nouvel accord universel de haute importance pour réduire les émissions de carbone et s'adapter aux effets du changement climatique. L'adoption d'un tel accord constituerait un pas important vers l'édification de sociétés résilientes face au changement climatique et vers un avenir durable.

Les ODD doivent achever le travail entamé par les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et ne laisser personne à la traîne. L'année 2015 marque en effet la fin des OMD, qui avaient mobilisé la communauté internationale autour d'un programme commun pour s'attaquer de front au fléau indigne de la pauvreté. Les OMD ont fixé des objectifs mesurables et universellement acceptés pour éradiquer la faim et l'extrême pauvreté, prévenir les maladies mortelles bien que curables et étendre à tous les enfants les chances de recevoir une éducation, entre autres impératifs du développement.

Les OMD ont réalisé des progrès substantiels dans des domaines importants : pauvreté des revenus, accès à de meilleures sources d'eau, scolarisation au niveau primaire et mortalité infantile. Pourtant, l'extrême pauvreté fait toujours partie du lot quotidien de millions de personnes. Il nous reste une dernière ligne droite à parcourir pour en finir avec la faim, parvenir à la pleine égalité entre les sexes, améliorer les services de santé et scolariser tous les enfants. Nous devons à présent engager le monde sur la voie du développement durable. Ce nouveau programme devra s'appliquer à tous les pays, promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives, améliorer la qualité des emplois et s'attaquer aux défis environnementaux de notre époque - notamment au changement climatique.



AU COURS DES QUATRE DERNIÈRES ANNÉES, LE PNUD A LEVÉ PRÈS DE **2 MILLIARDS DE DOLLARS** — PRINCIPALEMENT PAR LE BIAIS DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL — **EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.**



M. Hong Kry, 33 ans, et son épouse Son Saly, 24 ans, plantent du taro sur leurs terres, à Kraing Serey. Comme l'eau arrive à présent jusqu'au bout du village de Serey, les habitants, dont ce couple, peuvent se consacrer à des activités rémunératrices plutôt que de passer le plus clair de leur temps à aller chercher de l'eau au puits.

UNE COLLABORATION SANS PRÉCÉDENT

En vue de ce nouveau programme de développement, le PNUD a participé à l'organisation des plus larges consultations internationales qui aient jamais eu lieu sur les problèmes et les priorités de développement à long terme.

Le PNUD a mis au point un processus consultatif qui a été repris par plusieurs équipes de pays des Nations Unies et tout le Groupe de développement des Nations Unies (GNUM). L'organisation a également collaboré à *My World*, une enquête en ligne innovante des Nations Unies, invitant les citoyens du monde entier à contribuer directement au futur programme de développement. Plus de 7 millions de personnes, de par le monde, ont répondu à cette enquête. S'ajoutant à des centaines de rencontres face-à-face avec des pauvres et des groupes marginalisés, **MY World** a permis à des personnes du monde entier de contribuer directement à la conception du nouveau programme. Le PNUD a publié *Un million de voix : Le monde que nous voulons – Un avenir durable et la dignité pour tous*, rapport détaillé dressant le bilan de ces consultations mondiales, qui fut l'un des principaux points de référence cités par le Secrétaire général en décembre 2014 dans son rapport de synthèse à l'Assemblée générale sur le programme de développement pour l'après-2015. En collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales (DESA) de l'ONU, le PNUD a aussi prêté son concours à la Commission de statistique des Nations Unies pour identifier des indicateurs mesurables de progrès concernant les nouveaux objectifs de développement et leurs cibles.



« 2015 est l'année de l'action mondiale », a déclaré le secrétaire général des Nations Unies au début de l'année. « Avec l'adoption du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, d'un ensemble d'objectifs de développement durable et d'un accord sur le changement climatique universel et déterminant en décembre prochain à Paris, **nous pouvons mettre nos vies, notre monde, sur la voie d'un avenir meilleur.** »



Valentina est une dirigeante locale clé pour notre programme d'inclusion et d'éducation financière au Pérou.

Le regard tourné vers 2016 et au-delà, le PNUD et l'ensemble du GNUD se préparent à collaborer avec les gouvernements nationaux, la société civile, le secteur privé et d'autres partenaires pour rechercher la meilleure manière d'intégrer les ODD dans les politiques de développement existantes au niveau national. Les équipes de pays des Nations Unies et les gouvernements coopéreront pour renforcer les partenariats, les mécanismes de responsabilisation et le suivi des données en temps voulu. Grâce à ses réseaux locaux solidement implantés et à sa capacité à mobiliser les gouvernements, le PNUD est bien placé pour jouer à cet égard un rôle central.

Dans la plupart des pays en développement, le Représentant résident du PNUD fait fonction de Coordonnateur résident du système des Nations Unies. Il travaille avec l'ensemble des institutions, fonds et programmes des Nations Unies pour coordonner les efforts de l'équipe de pays

des Nations Unies, conjointement avec les gouvernements et les autres partenaires de développement, « Unis dans l'action ». Les équipes des Nations Unies collaborent étroitement en matière de plaidoyer pour les politiques, mais aussi le soutien aux priorités de développement national via les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD).

Pour assumer ce rôle moteur, le PNUD s'appuie sur l'expertise éprouvée d'un personnel international rompu aux problématiques de développement, et offre au niveau institutionnel un encouragement constant à l'innovation. C'est cette aptitude reconnue à guider la réflexion qui confère au PNUD sa plus grande valeur ajoutée en tant que partenaire de développement.

Établie de longue date, la réputation du PNUD est ancrée dans son identité et son histoire.



NOTRE FONDS POUR LA RÉALISATION DES ODD ŒUVRE DANS 21 PAYS EN PARTENARIAT AVEC LES AGENCES DES NATIONS UNIES, LES GOUVERNEMENTS, LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE SECTEUR PRIVÉ POUR AMÉLIORER LES VIES DE PLUS D'1 MILLION DE PERSONNES.

UN NOUVEL ÉTAT D'ESPRIT

Ces 25 dernières années, le Rapport sur le développement humain du PNUD a jeté un nouvel éclairage sur de nombreux enjeux de développement et fait avancer le débat. Son Indice de développement humain (IDH) est devenu l'alternative la plus généralement acceptée aux mesures macroéconomiques trop étroites du développement des pays, tels que le Produit intérieur brut (PIB). Avec l'aide du PNUD, des dizaines de pays en développement ont officiellement intégré à leur planification stratégique les données et les analyses issues de l'IDH, contribuant ainsi à améliorer le niveau de santé et d'éducation de millions de personnes à travers le monde.

En Afrique, en Asie, dans les États arabes, en Europe de l'Est, en Amérique latine et dans les Caraïbes, les Rapports régionaux du PNUD sur le développement humain, qui ouvrent des voies nouvelles, continuent de donner lieu à des dialogues importants sur les politiques et à des réformes dans des domaines aussi divers que la participation citoyenne, le changement climatique, la sécurité alimentaire et la réforme de la justice pénale. Intitulée *Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience*, l'édition 2014 du Rapport sur le développement humain a mis en lumière les défis cruciaux que nous devons relever pour élaborer un nouveau programme de développement pour l'après-2015 et honorer notre engagement de ne laisser personne en reste. Ce rapport montre que si les tendances du développement humain sont globalement positives, dans tous les pays, une partie de la population reste confrontée à toutes sortes de risques. Certaines personnes demeurent plus vulnérables que les autres face aux crises et mettent beaucoup plus de temps à s'en relever.

Ces dernières années, le PNUD a été également à l'avant-garde des efforts faits pour améliorer la responsabilisation et la transparence dans l'utilisation des ressources publiques, en commençant par ses propres projets et programmes. L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) est l'une des principales innovations dans ce domaine. À ce jour, elle a prêté son concours à plus de 300 donateurs multilatéraux, bilatéraux et privés à vocation philanthropique pour la publication régulière de rapports en ligne sur leurs projets, leurs contributions financières et autres informations d'intérêt public.

La transparence est au cœur de la mission du PNUD, qui est déterminé à tout mettre en œuvre, dans le respect de la transparence, pour accélérer la réalisation d'un avenir durable pour tous. En 2014, le PNUD figurait au tout premier rang des 68 agences évaluées dans l'Indice de transparence des donateurs internationaux de l'IITA. Ses informations et données sur ses activités, son financement, ses résultats et ses exemples de succès n'ont jamais été aussi facilement accessibles.

Exécuter un programme conforme aux espoirs et aux attentes des populations du monde entier exige un leadership fort et une action mondiale. Au cours des années à venir, le PNUD continuera d'unir les efforts des nations et des communautés au service des exclus et des plus vulnérables, et travaillera à transformer le développement humain.

LE PNUD AU PREMIER RANG DE L'INDICE DE TRANSPARENCE DE L'IITA



TROIS GRANDES IDÉES

1
DURABILITÉ



2
GOUVERNANCE
DÉMOCRATIQUE



3
RÉPONSE AUX
CRISES ET
PRÉVENTION



METTRE LE PNUD EN ADÉQUATION AVEC LES OBJECTIFS DE SON PLAN STRATÉGIQUE 2014-2017

Élaborer un nouveau cadre de développement durable et atteindre les ODD nécessite de nouvelles méthodes de travail. Dans cette optique, des réformes sont prévues au sein de l'ONU et le PNUD mène une politique active de réorganisation pour s'adapter aux nouveaux enjeux de l'après-2015.

Cette restructuration est maintenant bien engagée et a déjà apporté des résultats tangibles. En 2014, première année du nouveau Plan stratégique pour 2014-2017, le PNUD a mis en œuvre d'importantes mesures pour rationaliser ses activités et utiliser ses ressources plus efficacement, en vue d'avoir un impact durable et mesurable en matière de développement.

Les points saillants de la mise en œuvre du Plan stratégique sont les suivants :

- Restructuration générale du PNUD, avec une réduction des effectifs et des frais de fonctionnement du Siège, ainsi qu'avec une augmentation des ressources et du personnel affectés aux programmes du PNUD aux niveaux régional et national ;
- Recentrage des énergies et des ressources du PNUD sur trois priorités critiques et interdépendantes de son action en matière de développement (durabilité, gouvernance démocratique, prévention et gestion des crises), plutôt que sur des domaines d'intervention séparés aux niveaux organisationnel et thématique ;
- Mise en adéquation des activités nationales et régionales du PNUD avec le Plan stratégique, assortie d'une évaluation rigoureuse des résultats, par le biais notamment du Rapport annuel axé sur les résultats ;
- Établissement de nouveaux partenariats de développement, depuis la collaboration du PNUD avec la société civile ou le secteur privé jusqu'à la coopération transfrontalière entre institutions et Sud-Sud ;
- Priorité donnée aux principes de transparence et de responsabilisation, le PNUD montrant l'exemple par la divulgation en ligne de ses activités et la création de plateformes de données ouvertes ;
- Renforcement au niveau des pays de la coordination par le PNUD des activités des Nations Unies de manière que les institutions de l'ONU appliquent le principe de l'« Unité dans l'action » dans le cadre du nouveau programme de développement durable, notamment en matière d'éradication de l'extrême pauvreté, de réduction des inégalités et de lutte contre l'exclusion sociale.

Depuis des décennies, le PNUD contribue efficacement à influencer sur les politiques et à renforcer les capacités grâce aux liens de confiance qu'il a noués avec ses partenaires et les diverses parties prenantes aux niveaux national, régional et mondial. Dans la perspective de l'après-2015, le PNUD devra agir plus efficacement et de façon plus ciblée, conformément aux priorités des programmes nationaux et des donateurs.

L'enjeu est immense. En tant que principal organisme des Nations Unies pour le développement, le PNUD finance et gère des centaines d'initiatives locales axées sur l'éradication de l'extrême pauvreté, la lutte contre les inégalités et l'exclusion sociale. Parallèlement, il aide les pays à élaborer leurs propres politiques, à se doter d'aptitudes en matière de leadership et de capacités institutionnelles, ainsi qu'à acquérir une résilience sur les plans sociétal et environnemental, pour accélérer et soutenir les progrès en matière de développement.

La restructuration en cours aura pour effet d'améliorer le fonctionnement du PNUD, de lui permettre d'apporter des services consultatifs à ses partenaires et de le rendre plus ouvert, plus innovant et plus efficace. Plus important encore, cette amélioration interne fera sentir directement ses effets sur le quotidien des millions de personnes avec lesquelles le PNUD travaille et auxquelles il vient en aide, dans plus de 170 pays et territoires du monde entier.

Sous le soleil du désert, l'énergie solaire améliore les perspectives de santé, d'éducation et d'emploi

Au Mali, à peine un village sur cent est raccordé à l'électricité, situation caractéristique de nombreux pays parmi les moins avancés combinant un vaste territoire et une infrastructure limitée.

Pourtant, le Mali et ses voisins disposent d'une ressource naturelle gratuite mais largement inexploitée : un ensoleillement intense et abondant, presque tous les jours de l'année.

L'un des principaux enjeux du développement durable est de continuer à améliorer les conditions de vie des populations du monde entier, notamment des plus démunies, sans mettre davantage en péril notre environnement commun. Il s'agit là d'un objectif réalisable. Grâce aux progrès technologiques et à la baisse des coûts, il est maintenant possible, avec des sources d'énergie propres, renouvelables et économiques, d'alimenter nuit et jour en électricité toutes les communautés à faible revenu, même les plus reculées.

Cette transformation exige une assistance technique extérieure et un soutien financier. Une fois les premiers projets de ce type mis en place, ils pourront servir d'exemples et être reproduits ailleurs.

Grâce à l'appui du PNUD, c'est déjà ce qui arrive dans de nombreux pays.

En Somalie, la plupart des petites villes et des villages ne disposent d'aucun raccordement à l'électricité, ce qui se traduit entre autres par des soins de santé de médiocre qualité. Pour garantir le fonctionnement des équipements médicaux ainsi que la conservation des médicaments réfrigérés et des réserves de sang pour les cas d'urgence, les hôpitaux ont besoin d'être alimentés en électricité sans interruption. Le personnel médical et les patients doivent absolument pouvoir compter sur un éclairage fiable, tout au long de la journée. Dépendre de générateurs électriques fonctionnant au pétrole coûte cher, et il est souvent impossible de s'approvisionner en combustible, quel que soit le prix, ce qui exacerbe les difficultés quotidiennes dans une zone très pauvre et en proie aux conflits.

En 2014, le bureau du PNUD en Somalie a lancé un projet novateur consistant à installer dans quatre hôpitaux ruraux des systèmes d'énergie solaire, assortis de dispositifs de contrôle à distance pour garantir leur bon fonctionnement. Financé par le

Système norvégien de préparation aux situations d'urgence (NOREPS) et par le Gouvernement japonais, le projet a été confié à une entreprise qui a eu recours aux services d'une équipe d'experts internationaux pour superviser l'installation et le fonctionnement. Une fois ce projet pilote achevé, le PNUD et le NOREPS poursuivront leur collaboration en vue de déterminer s'il peut être reproduit dans d'autres communautés rurales de Somalie ou d'autres pays de la région pour répondre à des besoins similaires.

L'introduction systématique de systèmes d'énergie solaire efficaces pourrait permettre d'améliorer rapidement et sensiblement la vie quotidienne de nombreuses communautés dans les zones arides et isolées du monde entier, du Sahara et du Sahel aux déserts côtiers d'Amérique du Sud et aux steppes d'Asie centrale. Au Botswana, où le PNUD promeut également des projets axés sur l'énergie solaire, l'accès à l'électricité a libéré les femmes de la tâche quotidienne et chronophage de ramasser du bois pour la cuisine, pratique qui nuit à l'environnement, en accélérant la déforestation, ainsi qu'à la santé, du fait de l'inhalation de fumée à l'intérieur des habitations.



Grâce à un projet d'éclairage public appuyé par le PNUD, ces élèves de la commune de Fezna, au Maroc, se sentent en sécurité quand elles rentrent de l'école.

Dans le cadre d'un autre projet innovant, le PNUD a soutenu l'installation de systèmes perfectionnés d'énergie solaire dans des agglomérations isolées du désert au Maroc. Cette initiative s'inscrit dans le nouveau programme national d'« oasis durables » en vue de favoriser l'adaptation au changement climatique. Axée sur les ressources renouvelables, elle inclut également la modernisation des systèmes traditionnels d'irrigation dans les oasis afin de limiter les pertes d'eau liées au ruissellement et à l'évaporation, et d'augmenter l'approvisionnement en eau potable purifiée.

Le projet a été lancé dans la petite ville de Fezna, dans la province d'Errachidia située au sud-est du pays. En 2014, il a été reconnu au niveau international et a obtenu le prestigieux « Golden Apple Award » de la Green Organization, qui encourage les partenariats public-privé en faveur de la protection de l'environnement. Conséquence immédiate du projet, les habitants de Fezna peuvent désormais bénéficier la nuit, dans les rues, de l'éclairage fourni par 200 lampes LED alimentées à l'énergie solaire.

Plus au sud, dans les zones rurales du Mali, un autre projet soutenu par le PNUD aide des familles à installer des panneaux solaires sur leurs maisons. L'énergie ainsi produite sert à faire bouillir l'eau nécessaire à la cuisine et alimente les pompes pour l'irrigation des potagers. Pour la première fois de leur vie, les bénéficiaires disposent également de l'éclairage électrique. Le PNUD apporte un soutien financier et coordonne les différentes contributions au projet, qui s'appuie sur la main-d'œuvre locale. Les forgerons du village ont été formés à la fabrication de séchoirs, de cuiseurs et de chauffe-eau solaires, tandis que de jeunes volontaires ont appris à installer les panneaux solaires et à assurer leur entretien.

Environ 30 000 personnes dans plus de 50 villages reculés du Mali ont déjà bénéficié de ce projet. Pour les nombreuses femmes qui pouvoient aux besoins de leur ménage tout en gérant de petites entreprises familiales, le changement est particulièrement spectaculaire. C'est pourquoi l'énergie solaire est au centre du Programme de promotion des énergies nouvelles et renouvelables pour l'avancement des femmes,

mis en place au Mali depuis maintenant 10 ans avec le soutien du PNUD.

« Depuis que les panneaux solaires sont installés, les femmes n'ont pas eu besoin d'acheter du charbon de bois ni du kérosène pour leurs tâches domestiques. Nous arrosons nos plantes avec une pompe à énergie solaire, ce qui a considérablement amélioré le revenu tiré de nos cultures maraîchères », se félicite Nana Sangaré, mère de sept enfants et adjointe au maire de sa petite ville, située dans le nord du Mali.

Le défi de l'Ebola : sauver des vies et préparer le relèvement

Au début de 2014, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, trois des pays les plus pauvres et vulnérables au monde, semblaient en voie de sortir de la crise politique ou de décennies de conflit pour entrer dans une nouvelle ère de stabilité et de redressement économique.

C'est alors que trois pays voisins d'Afrique de l'Ouest ont été frappés par une nouvelle crise totalement imprévue : l'épidémie mortelle de l'Ebola, qui s'est propagée au-delà des frontières, faisant plus de 10 000 victimes. Parmi elles figure un grand nombre de médecins, d'infirmières et d'autres agents de santé locaux, qui ont contracté la maladie en la combattant avec courage.

La vie quotidienne s'est interrompue. Les rassemblements publics ont été interdits. Les voyages à destination et en provenance des communautés touchées ont été suspendus. Des millions d'élèves n'ont plus eu accès à leurs salles de classe, car les autorités avaient fermé les écoles pour endiguer la propagation de l'épidémie. Des hôpitaux entiers ont été placés en quarantaine. Les gouvernements nationaux, les agences d'aide internationales et les gouvernements donateurs ont tout mis en œuvre pour déployer du personnel et des services de santé d'urgence dans ces trois pays.

La priorité absolue a été d'identifier les personnes infectées pour leur fournir des soins et les isoler du reste de la population, ainsi que de diffuser des informations aux niveaux national et local sur la conduite à tenir face à ce nouveau fléau terrifiant.

Au Libéria, le PNUD a recruté 1 300 volontaires au niveau local pour faire du porte-à-porte afin d'identifier les personnes présentant les symptômes du virus et de veiller à leur prise en charge immédiate. Boyardee Gee Play, qui habite Popo Beach, aux portes de la capitale, Monrovia, a été l'un des bénévoles chargés du dépistage actif de la maladie. L'un des premiers cas qu'il a identifiés était celui de sa propre nièce. « Ma nièce, âgée d'à peine six ans, avait de la fièvre et ne se sentait pas bien. Ayant reconnu les symptômes, j'ai aussitôt appelé le siège afin de la faire admettre au dispensaire. Elle a lutté deux semaines contre la maladie, mais finalement elle est morte », raconte-t-il.

Boyardee a également veillé à ce que les autres membres de sa famille soient rapidement mis en quarantaine. « Je voulais m'assurer que si l'un d'entre eux venait à manifester le moindre symptôme, il puisse avoir immédiatement accès à un traitement. Je leur ai également expliqué qu'ils devaient absolument rester chez eux parce que nous ne serions délivrés de l'Ebola qu'à condition d'observer strictement la quarantaine. »

Dans ces trois pays, les spécialistes de la communication du PNUD ont collaboré avec les médias locaux et avec des groupes communautaires pour organiser des campagnes de sensibilisation du public, ciblant les populations vulnérables et soulignant l'importance de l'assainissement et la nécessité d'éviter tout contact physique avec les personnes infectées. Au Libéria, des chanteurs de rap et des compagnies de théâtre locales ont contribué à faire passer le message. Le PNUD a distribué aux habitants de zones reculées des radios fonctionnant à l'énergie solaire pour leur permettre de suivre les actualités nationales et les



En Guinée, le PNUD appuie un programme bénévole où des jeunes assurent la promotion de pratiques hygiéniques.

conseils donnés pour ne pas contracter la maladie. En Sierra Leone, le PNUD a formé des chauffeurs de mototaxi pour qu'ils puissent aborder avec leurs passagers le sujet de la prévention de la maladie. Des émissions de radio, des débats publics avec interprète en langue des signes et des brochures en braille ont permis d'atteindre les personnes handicapées. À N'Zérékoré, deuxième ville de Guinée, le PNUD a organisé un important rassemblement œcuménique auquel ont participé des dirigeants musulmans, catholiques et protestants, informant ainsi 3 500 femmes, hommes et enfants des moyens de se protéger, eux et leur famille, contre l'épidémie.

La crise de l'Ebola a brutalement mis fin à la croissance économique récente de la région, en interrompant le commerce extérieur et en paralysant les secteurs critiques de l'agriculture et de l'extraction minière. Elle a aussi eu un effet catastrophique sur le commerce de détail, des grands magasins urbains aux marchés aux légumes des villages. Selon les estimations, les revenus des ménages ont chuté en l'espace de seulement quelques mois de 20 % en Sierra Leone et de 25 % au Libéria.

Les gouvernements ont soudain été privés de plusieurs centaines de millions de dollars en recettes fiscales, à un moment où ils n'ont jamais

autant été sollicités. Le PNUD est intervenu pour coordonner les flux d'aide d'urgence, superviser le versement direct des salaires à des milliers d'agents de santé et d'officiers de police, ainsi qu'à d'autres catégories essentielles de fonctionnaires.

Il a également apporté une aide ciblée au niveau local. Au Libéria, par exemple, le PNUD a ainsi organisé le paiement d'indemnités en espèces à des centaines de vendeurs de marché contraints de cesser la vente de « viande de brousse » séchée, que les épidémiologistes considèrent comme une source possible du virus. Le PNUD a également aidé des personnes atteintes du VIH à reprendre leur traitement, car la plupart avaient cessé de recevoir des soins pendant l'épidémie de l'Ebola du fait du climat de peur, de leur isolement et de la pression énorme sur les services de santé nationaux.

Grâce au dévouement des agents de santé publique ainsi qu'au soutien international apporté par l'ONU et bien d'autres partenaires, les nouveaux cas d'infection ont été ramenés à un niveau proche de zéro au Libéria, et sont en constant recul en Sierra Leone et en Guinée.

L'épidémie est toutefois encore loin d'être vaincue. Elle laissera des séquelles économiques et psychologiques profondes dans les trois pays ainsi que dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

Les femmes courent toujours un risque beaucoup plus grand de contracter l'infection. Comme elles dispensent les soins dans leur famille et leur communauté, elles sont constamment exposées au risque d'infection. Les services de santé étant débordés, les femmes enceintes sont privées de soins prénatals et de services obstétricaux de base, ce qui met leur vie et celle des nouveau-nés en danger.

Allant de l'avant, le Secrétaire général de l'ONU a chargé le PNUD de piloter les activités du système des Nations Unies en matière de relèvement post-Ebola. Dans le cadre de cet effort, le PNUD poursuit quatre priorités : la promotion de l'emploi, la restauration du secteur de la santé, la préparation en vue de prochaines épidémies de l'Ebola et l'appui au maintien de la stabilité politique.

Comme Helen Clark, Administrateur du PNUD, l'a déclaré après s'être rendue dans ces trois pays durant l'épidémie : « Il est temps de jeter les bases d'un relèvement économique et social durable, en mettant en place des institutions et des systèmes résilients, ainsi que des services de meilleure qualité et en donnant la priorité au développement humain et à l'autonomisation des citoyens. »

Une assistance juridique pour les marginalisés : favoriser l'accès des populations autochtones à la justice

Elena de Paz, une femme maya de l'ethnie ixil, originaire d'un petit village des hauts plateaux de l'ouest du Guatemala, a récemment pris une initiative très courageuse et inhabituelle.

Elle s'est rendue dans une salle d'audience et a témoigné publiquement sur les atrocités auxquelles elle a assisté et dont elle a elle-même été victime de nombreuses années auparavant, lorsque l'armée a occupé sa commune. C'était en 1982. Les soldats ont tué sa mère ainsi que de nombreux autres villageois. Elena, bien que sauvagement violée, a eu la vie sauve. Elle avait alors 12 ans.

Plus de 200 000 Guatémaltèques ont été tués et plus de 50 000 ont disparu durant le conflit armé qui a déchiré le pays 36 années de suite, entre 1960 et 1996. Avec l'aide du PNUD et d'autres organismes apparentés, le pays s'efforce de panser les blessures profondes héritées de ces décennies de conflit. Le PNUD collabore avec le Gouvernement du Guatemala et la société civile pour soutenir les efforts nationaux visant à édifier un pays plus paisible et plus sûr pour tous les Guatémaltèques.

Les témoignages d'Elena et de neuf autres femmes de l'ethnie ixil qui ont également subi des violences sexuelles pendant le conflit constituent

le premier compte-rendu de ces atrocités à être rendu public. Leurs dépositions faisaient partie des 97 témoignages entendus par les tribunaux nationaux dans le cadre des procès historiques pour crimes de guerre qui se sont tenus dans le pays, aboutissant à la condamnation de plusieurs chefs militaires et d'un ancien Président pour crimes à l'encontre des peuples autochtones et des groupes d'opposition.

« Le fait de connaître des femmes qui ont enduré ce que j'ai enduré m'a donné plus de force et de courage, parce que je n'avais plus à passer seule par tout cela », a déclaré Elena, à la sortie de l'audience.

De nombreuses victimes des violences commises pendant cette période n'ont toujours pas témoigné devant les tribunaux, en partie à cause des obstacles économiques, géographiques et culturels. Si 83 % des victimes recensées par la Commission de la vérité appartiennent à des groupes autochtones mayas, les audiences se déroulent dans la capitale, loin des zones montagneuses où les violations ont été commises

et où la plupart des témoins vivent encore. En outre, les audiences sont conduites en espagnol, langue non comprise par une bonne partie des 6 millions de Guatémaltèques qui parlent une langue autochtone. De plus, les gens continuent d'avoir peur de prendre la parole.

Pour aider à surmonter ces obstacles, le Programme de justice transitionnelle du PNUD défend les droits des victimes à la vérité, à la justice et à une réparation intégrale, tout en favorisant une culture de paix pour empêcher que ces atrocités ne se reproduisent. Elena fait partie des autochtones victimes de violations des droits de l'homme qui ont bénéficié d'une assistance juridique, d'un accompagnement psychologique et d'une aide logistique. Le PNUD a également veillé à ce que leurs témoignages soient protégés et conservés. Les accords de paix du Guatemala, conclus sous l'égide des Nations Unies, ont appelé à mener des enquêtes approfondies et à faire toute la lumière sur les événements qui se sont produits dans le pays, y compris les cas de violation des droits de l'homme.



Elena de Paz est l'une des premières à avoir témoigné des violences qu'elle a subies au cours de la guerre civile qui a duré 36 ans au Guatemala.



Grâce à l'appui technique du PNUD et au financement des Gouvernements du Canada, du Danemark, des États-Unis, des Pays-Bas, de la Suède, ainsi qu'à celui du Pays basque, de la Catalogne et du Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies, plus de 17 millions de documents issus des archives de l'ancienne police nationale sont désormais accessibles à tous les Guatémaltèques. Des centaines d'exhumations ont eu lieu, ce qui a permis d'identifier 2 000 victimes et de leur donner une sépulture digne. Chaque année, plus de 20 000 parents de victimes ont reçu une assistance juridique et un accompagnement psychologique dans la recherche de leurs proches disparus.

Faciliter l'accès des peuples autochtones et des autres groupes marginalisés à la justice constitue aussi une priorité des programmes de gouvernance démocratique du PNUD dans d'autres régions du monde.

Au Bangladesh, le PNUD a collaboré avec les autorités locales et des groupes offrant une assistance juridique pour permettre aux peuples autochtones d'être mieux représentés devant les tribunaux. Comme ailleurs, les autochtones des zones reculées pâtissent d'un handicap financier, linguistique et juridique lorsqu'ils ont affaire aux autorités nationales. Le bureau de pays du PNUD s'est notamment intéressé au cas de Juddho Chandra Chakma, l'un des deux millions de membres des tribus vivant dans la région montagneuse de Rangamati, accusé de pratiquer illégalement l'agriculture sur brûlis dans des forêts protégées, délit passible d'une amende élevée, voire d'une peine d'emprisonnement, bien qu'il ait toujours vigoureusement nié les accusations portées contre lui. Cet homme de 67 ans a été convoqué au tribunal, dans une ville située à trois journées d'autobus. Les audiences ont été sommairement reportées sans qu'il en soit avisé, ce qui lui a occasionné des frais de transport supplémentaires. Trop pauvre pour payer les services d'un avocat et incapable de bien comprendre le déroulement de la procédure, Juddho a pourtant été en mesure de contester les accusations et d'éviter la prison grâce à un programme d'assistance juridique soutenu par le PNUD.

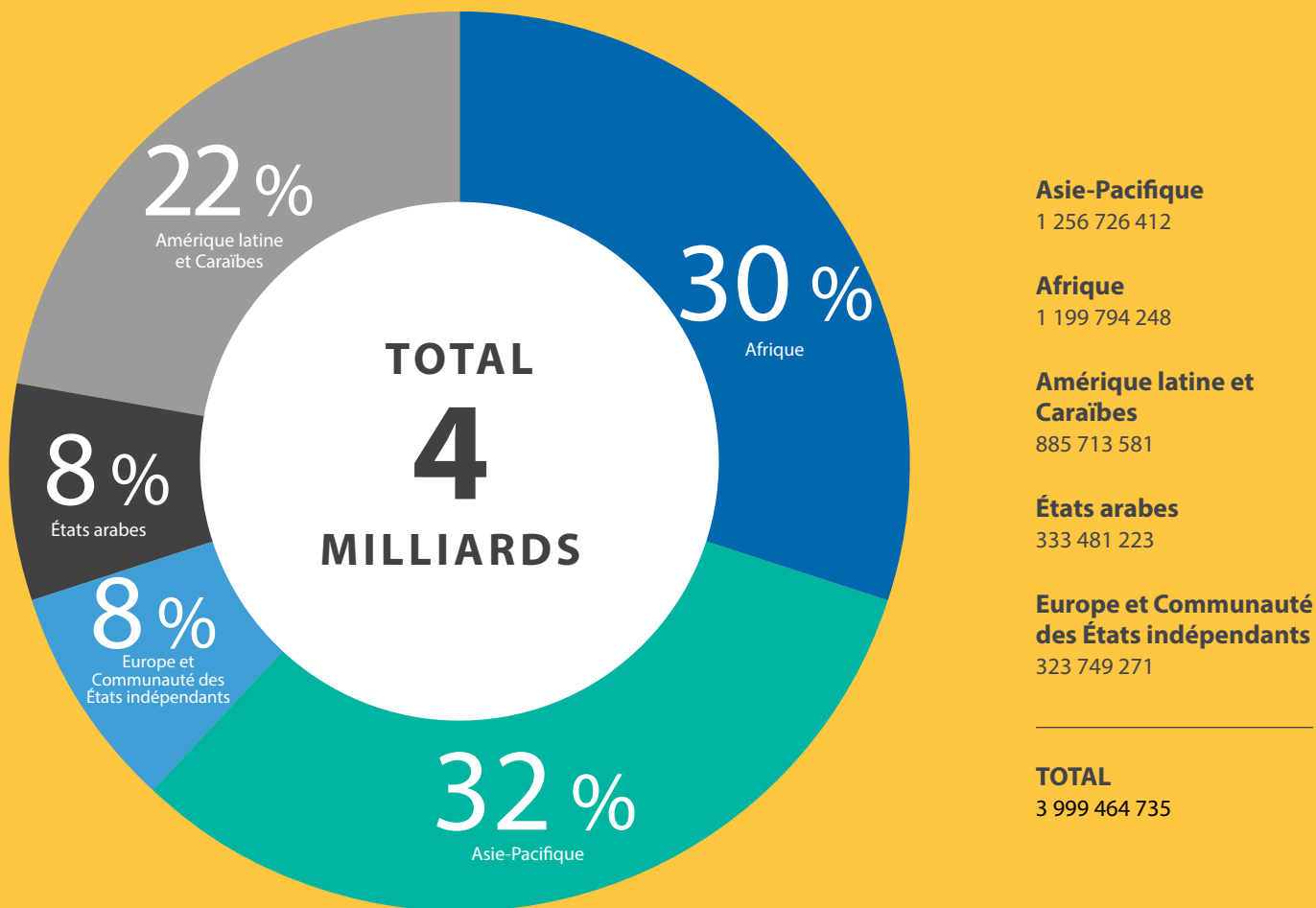
Partout dans le monde, de nombreuses populations nomades et itinérantes sont laissées, par le système judiciaire de leur pays, sans représentation ni défense, problème souvent hérité d'un long passé de discrimination.

En République démocratique du Congo, le PNUD travaille à protéger les droits sociaux et économiques des Pygmées, dont les moyens d'existence nomadiques traditionnels sont menacés par des revendications territoriales concurrentes. En Europe de l'Est, le PNUD a pris l'initiative, avec les autorités locales, de projets visant à améliorer les conditions de vie et le statut juridique des Roms.

Garantir l'égalité devant les tribunaux aux groupes marginalisés contribue à protéger les droits humains de tous, aujourd'hui et pour les générations à venir. « Il est important que justice soit faite, parce que je ne veux pas que mes enfants vivent un jour la même épreuve, et je ne veux pas que cela se reproduise », a déclaré Elena de Paz, une fois l'audience terminée.

RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMME PAR RÉGION POUR L'ANNÉE 2014

Données préliminaires d'avril 2015, en dollars É.U.



Source : Groupe de l'impact sur le développement / Bureau de gestion (PNUD)

Afrique subsaharienne

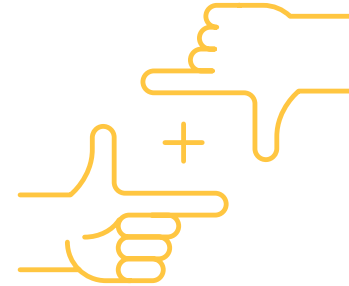


PERSPECTIVE
RÉGIONALE

Développer la résilience et préserver les acquis du développement

Pour l'Afrique, 2014 aura été l'année de la dernière ligne droite pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a également marqué le début des travaux de préparation en vue de la prochaine série d'objectifs de développement aux niveaux national et mondial qui seront adoptés par la communauté internationale en septembre 2015. Le premier des Objectifs de développement durable proposés est l'éradication de l'extrême pauvreté d'ici 2030, l'Afrique subsaharienne occupant une place centrale dans cet objectif convenu au niveau international.

Cette dynamique ambitieuse de lutte contre la pauvreté est actuellement lancée dans un contexte encourageant de croissance économique dans une grande partie du continent. À l'horizon 2050, la part de l'Afrique dans le PIB mondial devrait tripler, selon les estimations de la Banque africaine de développement (BAD). Le taux de scolarisation et l'espérance de vie sont également en augmentation dans l'ensemble de la région. Les gouvernements démocratiques constituent désormais la norme : en 2015, non moins de 15 élections nationales doivent avoir lieu dans la région.



PRIORITÉS DU PROGRAMME

- Réalisation des OMD
- Éradication de la pauvreté
- Protection des écosystèmes
- Engagement civique
- Renforcement des capacités
- Relèvement après un conflit



UNIS POUR RELEVER LES DÉFIS

Néanmoins, l'Afrique reste confrontée à de nombreux défis, comme l'a illustré l'épidémie mortelle d'Ebola et la crise qu'elle a entraînée en 2014 dans les pays d'Afrique de l'Ouest touchés ; et, aujourd'hui encore, certaines parties du Sahel et de l'Afrique centrale demeurent en proie à l'instabilité politique et aux conflits. Les pays qui restent en-deçà des objectifs du Millénaire pour le développement sont concentrés de manière disproportionnée en Afrique subsaharienne. Et les taux africains d'infection par le VIH et de mortalité maternelle demeurent les plus élevés au monde.

En 2014, à la suite d'un processus de consultation qui a bénéficié de l'appui technique du PNUD, les pays africains ont adopté une position commune

sur le programme de développement pour l'après-2015. L'Afrique est la seule région du monde dans ce cas. Pour continuer et renforcer cette collaboration, le PNUD et l'Union africaine ont signé en septembre 2014 un accord les engageant à collaborer pour atteindre ces objectifs au cours des 15 prochaines années. Ce nouvel accord-cadre stratégique identifie huit domaines de coopération prioritaires avec l'Union africaine : la croissance et le développement économiques inclusifs et durables, la gouvernance démocratique, l'État de droit et la responsabilisation, la prévention des conflits, la gestion des risques de catastrophe, la capacité à développer la résilience, le changement climatique, et la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015.



INITIATIVES EN COURS

Comme il est souligné dans la Position commune africaine sur le programme de développement pour l'après-2015, **aucun facteur n'est plus important pour le progrès à long terme du continent que la paix et la stabilité.** Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, le PNUD est un partenaire clé dans la poursuite des efforts de relèvement après un conflit, le rétablissement des institutions, la promotion de l'engagement civique, ainsi que les progrès dans la voie d'un développement durable et d'une gouvernance à la fois inclusive et à l'écoute.

En **République centrafricaine**, un tiers des 2,5 millions d'habitants du pays ont été contraints de fuir de chez eux. La moitié a trouvé refuge dans les pays voisins et l'autre moitié est déplacée à l'intérieur du pays. Le PNUD soutient activement les efforts du gouvernement de transition pour poursuivre le dialogue politique ainsi que le processus de réconciliation nationale, notamment l'organisation d'élections pour doter le pays d'un nouveau gouvernement inclusif. En 2014, le PNUD a facilité la conduite d'une enquête à l'échelle nationale qui a permis d'identifier les besoins les plus urgents en matière d'infrastructures et de services ; il a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la Banque mondiale afin de reprendre le versement de leur traitement aux fonctionnaires, qui ne l'avaient pas perçu depuis des mois. Le PNUD a également favorisé le rapprochement des différents groupes ethniques et religieux du pays.

Au **Soudan du Sud**, le PNUD contribue à la prévention des crises et au relèvement à travers différentes initiatives dans l'ensemble du pays, avec le souci premier d'édifier le jeune État. Dans le cadre d'un projet ambitieux de formation financé par la Norvège, le PNUD a organisé le déploiement sur place de 200 fonctionnaires expérimentés venus des pays voisins (Éthiopie,



Le PNUD Soudan procure à de jeunes adultes les outils et compétences nécessaires pour exercer des activités génératrices de revenus.

Kenya et Ouganda). Pendant deux ans, ils vont travailler aux côtés de leurs homologues sud-soudanais dans 22 ministères et autres agences au niveau central et à ceux des États et des comtés.

Au **Burundi**, le PNUD intervient aux côtés des autorités locales pour réintégrer les communautés vulnérables des zones frontalières dans la vie du pays, en leur offrant de nouvelles opportunités économiques et de meilleures chances de participer à la vie publique. Au **Nigéria**, quelque 150 survivants du conflit armé dans l'État du Plateau sont diplômés du programme de formation professionnelle organisé avec le soutien du PNUD, initiative maintenant en voie d'extension aux victimes des violences dans les États du nord du pays. Abdulkareem Musa, âgé de 20 ans, a perdu des proches et les biens de sa famille lors des violences qui ont ravagé son État natal ; ce programme lui a permis de se former au métier de tailleur. « Pour l'instant, notre objectif est d'approfondir notre compétence professionnelle afin de gagner assez d'argent pour faire des études et aider nos familles », explique-t-il.



Au Ghana, des milliers de vieux frigos ont été retirés du réseau électrique national et remplacés par d'autres ayant un meilleur rendement énergétique.



LA MENACE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique est l'une des plus graves menaces auxquelles est confrontée l'Afrique subsaharienne. Aucune région du monde n'est autant exposée aux risques liés à la hausse de la température de l'air et de l'eau, qui se traduisent notamment par des sécheresses de plus en plus graves et d'autres phénomènes climatiques extrêmes. Elle abrite en outre une immense population rurale tributaire de l'agriculture de subsistance et de la pêche artisanale. Ce défi ne pourra être relevé sans des initiatives politiques régionales et mondiales coordonnées en vue de ralentir le réchauffement climatique à l'échelle du globe et d'atténuer son impact au niveau local.

En 2014, le Bureau du PNUD pour l'Afrique a soutenu la mise en œuvre de l'Initiative d'adaptation de l'Afrique au **Burkina Faso**, au **Niger**, au **Malawi**, au **Mozambique** et en **Tanzanie** pour aider ces pays à améliorer la qualité des données, gérer l'information, mesurer les risques climatiques et attirer un financement pour l'action climatique. S'agissant de ce dernier point, le PNUD a mené des évaluations de l'état de préparation de l'**Éthiopie**, du **Kenya**, du **Lesotho**, du **Mozambique**, de la **Tanzanie** et de la **Zambie**, et aidé la Communauté de développement de l'Afrique australe à préparer un plan d'action sous-régional pour une économie verte, axé sur des stratégies de croissance à faibles émissions de carbone et résiliente au changement climatique.

À ces efforts régionaux s'ajoutent des initiatives locales ciblées. En voici quelques exemples :

- Le charbon de bois, combustible le plus utilisé pour la cuisson des aliments en Afrique subsaharienne dans les zones rurales, contribue à la déforestation et à la pollution de l'air, ainsi qu'à des maladies respiratoires lorsqu'il est utilisé à l'intérieur des habitations. En **Côte d'Ivoire** et dans d'autres pays, le PNUD travaille à introduire des techniques plus efficaces de production du charbon de bois qui permettraient de réduire les émissions de carbone, d'améliorer la gestion des forêts et d'offrir des solutions économiques de recharge aux femmes qui vivent de sa vente.
- Aux **Seychelles**, le PNUD a apporté un appui technique et juridique pour étendre les parcs nationaux et les réserves marines protégées, actuellement menacées par l'élévation du niveau de la mer. Ces efforts se concentrent sur deux sites du patrimoine mondial : la Réserve d'Aldabra, un habitat naturel isolé et unique, qui constitue le deuxième plus grand atoll corallien au monde, et le Parc national de la Vallée de Mai, qui accueille de nombreux visiteurs. L'augmentation des recettes du tourisme a permis à ce dernier site de devenir autosuffisant sur le plan économique et constitue une source essentielle de fonds pour Aldabra.
- Au **Ghana**, dans le cadre de l'une des initiatives de développement durable les plus innovantes jamais entreprises, le PNUD a coopéré avec les autorités locales pour récupérer de vieux réfrigérateurs énergivores dans tout le pays et les remplacer par de nouveaux modèles, qui consomment moins d'électricité et préservent plus longtemps la fraîcheur des aliments. Ce projet a permis d'alléger les factures d'électricité des ménages et de diminuer la consommation d'énergie au niveau national.

GROS PLAN

FAVORISER LA TENUE D'ÉLECTIONS ÉQUITABLES ET TRANSPARENTES ET RENFORCER LA PARTICIPATION DES FEMMES



15
ÉLECTIONS
NATIONALES
EN 2015

Fait trop rarement évoqué par les médias couvrant le continent, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne organisent régulièrement des élections libres, démocratiques et àprement disputées, avec quelques-uns des taux de participation les plus élevés au monde. L'année 2015 devrait d'ailleurs être marquée dans la région par un nombre record de 15 élections nationales.

Pour le PNUD, la fourniture d'un appui technique aux services nationaux chargés d'organiser les élections représente depuis longtemps une priorité. En 2014, il a soutenu l'organisation d'élections importantes dans plusieurs pays africains, dont la Guinée-Bissau, le Malawi et la Zambie, et a aidé les organes électoraux locaux de plusieurs autres pays à préparer la tenue des élections de 2015. Hier comme aujourd'hui, le rôle du PNUD est de veiller à ce que les élections se déroulent de manière équitable, crédible et transparente, dans un climat de paix et de sécurité, et dans une optique d'intégration politique et sociale.

En Guinée-Bissau, son intervention a contribué à atteindre un taux de participation de 88 % lors du premier tour, le meilleur taux jamais enregistré dans le pays. Au Malawi, le PNUD a contribué à inscrire 7,4 millions de personnes sur les listes électorales. À Sao Tomé-et-Principe, le PNUD a aidé la Commission électorale nationale à mettre en place de nouvelles technologies biométriques afin d'inscrire des milliers d'électeurs, dont un grand nombre de femmes qui n'avaient encore jamais pris part à un scrutin. Au Mali, dans la région de Tombouctou récemment en proie à des troubles, le PNUD a fourni une assistance aux autorités pour rétablir les services publics et rouvrir les tribunaux ainsi que les mairies ; il a aussi dépêché localement des spécialistes pour préparer la tenue du prochain cycle d'élections municipales, étape majeure dans le rétablissement de la sécurité publique et de la confiance au sein de la population.

Au niveau régional, le PNUD a collaboré avec l'Unité pour la démocratie et l'assistance électorale de l'Union africaine (UA) à la formation et au déploiement d'observateurs électoraux

de l'UA sur le continent. Le PNUD a également contribué à faire progresser les efforts de l'UA pour ratifier la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, document d'importance historique.

L'un des principaux axes de son action en matière d'assistance électorale est le renforcement de la participation des femmes aux scrutins, aux débats électoraux et, à terme, à la prise de décisions au sein du gouvernement. L'Union interparlementaire estime que les femmes ne détiennent aujourd'hui que 22 % des sièges parlementaires. Dans ce domaine, l'Afrique a cependant une longueur d'avance. Avec 64 % de femmes au Parlement, le Rwanda détient le record mondial. Au Mozambique, en Namibie, au Sénégal, aux Seychelles et en Afrique du Sud, leur part atteint ou dépasse les 40 %. En revanche, elle reste bien en dessous de la moyenne mondiale de 20 % dans certains pays africains. Au Nigéria, par exemple, le PNUD a aidé à organiser des programmes de formation pour plus d'une centaine de femmes candidates pour la première fois à des élections au niveau régional ou national.

Pour contribuer à l'établissement de liens entre les femmes africaines membres d'un corps législatif, de plus en plus nombreuses, le PNUD a organisé une rencontre entre les femmes parlementaires des régions du Sahel et des Grands Lacs avec leurs homologues rwandaises pour réfléchir aux moyens de promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. À Addis-Abeba, le PNUD a organisé une réunion panafricaine où d'éminentes femmes parlementaires ont pu s'entretenir des défis qu'elles rencontrent dans la région. « En constituant une masse critique de femmes parlementaires africaines, nous pourrions garantir que les prochains débats et politiques tiendront compte de la dimension du genre, ce qui profitera à la société dans son ensemble », observe Ozonnia Ojielo, chef de l'équipe du PNUD en charge de la gouvernance et de la consolidation de la paix en Afrique.

États arabes



PERSPECTIVE
RÉGIONALE

Engagement civique et intervention lors de conflits

Si les États arabes ont accompli des progrès considérables dans des domaines tels que la scolarisation et les normes sanitaires, le PNUD travaille avec les gouvernements pour aider la région à faire en sorte que ces avancées en matière de développement reflètent toute l'étendue de leur potentiel. Ainsi, les taux de mortalité maternelle demeurent élevés comparativement à ceux d'autres régions à revenus équivalents. **Seulement 25 % des femmes arabes font partie de la population active, soit la moitié du taux moyen observé dans les pays en développement. Aujourd'hui encore, dans de nombreux pays arabes, les femmes sont toujours confrontées à des obstacles juridiques et sociaux lorsqu'elles veulent jouir de leurs droits et participer pleinement à la vie civique. Les jeunes, eux aussi, sont très loin de développer leur potentiel dans la région.**



PRIORITÉS DU PROGRAMME

- Coopération Sud-Sud
- Assistance aux systèmes électoraux
- Emploi et abris
- Autonomisation des femmes
- Renforcement des capacités
- Réponse aux crises

PARTICIPATION

Dans l'ensemble de la région, le PNUD a fait du soutien à l'égalité entre les sexes sa priorité. Par exemple, il a élargi l'accès aux services de santé de 27 000 Somaliennes. Grâce à son aide, plus de 300 000 Égyptiennes ont obtenu pour la première fois une carte d'identité nationale et 500 Jordaniennes ont bénéficié d'une formation qui leur a permis de travailler dans des secteurs compétitifs. En 2014, le PNUD a également mis en place un nouveau programme d'autonomisation des femmes appelé *Mosharaka* (« participation » en arabe), qui vise à renforcer leur autonomisation grâce à des réformes juridiques et politiques, ainsi qu'à accroître leur représentation au gouvernement. Pour soutenir cette initiative, le PNUD a signé en 2014 un accord avec l'Organisation des femmes arabes pour mener des actions communes en matière de plaidoyer et élaborer des propositions politiques en vue de réduire les inégalités entre les sexes et de promouvoir le dialogue régional sur la paix, la sécurité et les droits des femmes.

La détermination du PNUD à garantir la participation pleine et entière des femmes dans la vie publique occupe une place centrale dans son action en faveur de systèmes électoraux justes et ouverts. Le PNUD fournit ainsi des services consultatifs techniques aux autorités électorales nationales.

En 2014, dans le cadre de son programme de gouvernance démocratique, le PNUD a publié le premier lexique trilingue (arabe, français et anglais) de terminologie électorale, qui fournit des explications claires des principaux concepts et termes utilisés dans les différents systèmes électoraux.

Ce nouveau lexique électoral est principalement destiné aux organes de surveillance des élections, qui collaborent étroitement avec le PNUD dans de nombreux pays de la région. La version arabe tient compte des variations linguistiques régionales des huit pays participants : l'Égypte, l'Iraq, la Jordanie,

le Liban, la Libye, la Palestine, la Tunisie et le Yémen. L'ouvrage tient aussi compte du fait que les systèmes juridiques, ainsi que la pratique et l'expérience électorales, varient considérablement à travers le monde arabophone, si bien que des termes différents sont utilisés selon les pays pour désigner les mêmes fonctions, problèmes, postes ou activités. À ce titre, ce lexique constitue la première tentative pour combler ces écarts terminologiques et pour affermir l'engagement de tous les pays de la région en faveur de processus électoraux justes, transparents et inclusifs.



Le PNUD a mis sur pied un projet pour appuyer des élections libres et équitables au Soudan.

UNE CONJONCTURE DIFFICILE



En dépit des progrès réalisés ces dernières années en matière de gouvernance démocratique, les dissensions politiques et les conflits armés continuent d'entraver le développement humain dans la région, de la Libye et la Somalie à la Palestine et la Syrie, en proie à une crise de plus en plus grave. Dans tous ces pays, le PNUD œuvre aux côtés de ses partenaires locaux et internationaux pour favoriser la réconciliation, la résilience, le relèvement et la reprise des activités de développement.



Un site de déblayage des gravats à Shujaiyah, à Gaza. Ce projet de déblayage des débris est financé par la Suède et mis en œuvre par le PNUD.



RELÈVEMENT EN PALESTINE

Dans l'État de **Palestine**, près d'un quart des 1,8 million d'habitants de Gaza ont fui leurs foyers lors des récents combats et des bombardements de l'artillerie, qui ont fait au moins 2 200 victimes dont 1 500 seraient des civils. Près de 20 000 appartements ou maisons ont été totalement détruits. Les services publics ont subi des dommages qui les paralysent.

Le PNUD, dans le cadre du Programme d'assistance au peuple palestinien (PAPP) qu'il gère de longue date, a piloté les opérations de déblayage des décombres, rétabli un accès sûr dans les zones sinistrées de la bande de Gaza, ainsi que l'électricité, l'eau courante et l'assainissement. En coopération avec la Banque islamique de développement, il participe actuellement à la reconstruction des habitations endommagées à l'intention des familles déplacées. Pour lutter contre la hausse du chômage, il continue de

favoriser la création d'emplois en accordant des subventions aux petites entreprises et en soutenant le secteur de la pêche artisanale à Gaza, en proie à de grandes difficultés.

Pour orienter les efforts de relèvement à plus long terme, le PNUD a conduit la première enquête détaillée destinée à recenser les dégâts causés à l'économie et aux infrastructures de Gaza. Il a notamment dressé un inventaire des dommages subis par les secteurs de l'industrie manufacturière et de l'agriculture, ainsi que des destructions qui ont frappé les établissements scolaires, les hôpitaux, les centrales électriques, les antennes de télécommunication, les stations d'épuration et d'autres infrastructures publiques essentielles. D'après les autorités, le montant des dégâts causés aux infrastructures et aux équipements atteindrait presque 35 millions de dollars dans le seul secteur de l'eau et de l'assainissement.

La reconstruction a d'ores et déjà commencé. Au début 2015, le PNUD a mis en chantier une station d'épuration ultra-moderne dans le district de Khan Younis. Financé à hauteur de 58 millions de dollars avec le soutien du Japon et du Koweït, ce projet est géré par le PAPP. Cette station approvisionnera les agriculteurs locaux en eau recyclée et mettra un terme aux rejets des eaux usées non traitées près du littoral, ce qui nuit gravement à l'environnement. Le PNUD pilote également la mise en œuvre d'un projet de 21,2 millions de dollars financé par Al Fakhora, organisation basée au Qatar. Ce projet, qui devrait bénéficier à quelque 600 000 personnes, vise à reconstruire des écoles et des universités, et à créer des emplois pour les jeunes.



PROMOUVOIR LE RÔLE DES FEMMES EN SOMALIE

En **Somalie**, le PNUD travaille depuis quelques années à améliorer la participation des femmes dans les institutions publiques et la vie civile en proposant à de jeunes femmes des bourses d'études supérieures et des stages rémunérés dans des ministères et le corps judiciaire, autant d'opportunités qui étaient jusqu'à récemment réservées aux hommes.

L'une des plus brillantes bénéficiaires de ce programme, Aswan Jibril, est devenue avocate et compte aujourd'hui parmi les toutes premières femmes procureurs de son pays. Dans sa province natale du Somaliland, territoire semi-autonome situé dans le nord de la Somalie, on dénombre aujourd'hui 75 femmes occupant une fonction dans le secteur judiciaire, alors qu'elles n'étaient

que quatre ou cinq quelques années auparavant, lorsqu'elle a terminé ses études de droit.

« Dans le passé, ces métiers étaient réservés aux hommes. Pour moi, il s'agit d'une avancée pour les femmes. Nous nous sentions méprisées, car on nous considérait comme incapables d'exercer ce type de profession », déclare Aswan.

Comme elle, de nombreux Somaliens contribuent à transformer en profondeur leur pays, lui ouvrant ainsi les meilleures perspectives de stabilité et de développement qu'il ait connues depuis plus d'une génération. Le PNUD travaille avec des partenaires dans tout le pays pour soutenir le Pacte pour la Somalie récemment signé avec des objectifs concrets centrés sur la

représentation politique, la sécurité, la justice, la croissance économique et les services publics. L'élargissement des opportunités offertes aux femmes fait partie intégrante de ce processus.

Les femmes exerçant une profession libérale comme Aswan se heurtent toujours à des difficultés. « Les femmes qui travaillent dans les bureaux sont devenues des cibles. Nous nous couvrons le visage dans la rue, car nous avons peur », explique Aswan, qui reste cependant déterminée à œuvrer à l'édification d'un système judiciaire juste et digne de confiance dans son pays. « Je rêve de devenir procureure principale », ajoute-t-elle.

GROS PLAN

CRISE SYRIENNE : AIDER LES RÉFUGIÉS, LES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL ET LES PERSONNES DÉPLACÉES



Depuis l'éclatement des hostilités en 2011, les conflits ont plongé dans la pauvreté 80 % de la population de la Syrie, qui figurait auparavant parmi les pays à revenu intermédiaire. Plus de 10 millions de personnes ont été déplacées et un nombre record d'entre elles ont fui dans les pays voisins, qui peinent à accueillir cet afflux de réfugiés tout en poursuivant leur propre développement.

Le PNUD, qui assume la direction des opérations en Syrie et dans les pays voisins, a mis en œuvre une stratégie visant à restituer les moyens de subsistance, améliorer l'accès aux services de base, créer des emplois et maintenir la cohésion sociale.

En Syrie, le PNUD a monté de nombreux projets à l'échelle locale pour venir en aide à plus de deux millions de personnes habitant dans les districts les plus touchés. Il a créé 20 000 emplois temporaires, apporté une aide médicale d'urgence aux malades et aidé de nombreuses victimes de cette crise dévastatrice à retrouver leur dignité.

Au Liban, le nombre de réfugiés syriens a dépassé 1,2 million en 2014, mettant à rude épreuve les services publics d'un petit pays de 5 millions d'habitants. La plupart des derniers arrivés se sont installés dans les quartiers urbains les plus pauvres et des communes rurales frontalières, ne recevant qu'une aide limitée des programmes d'aide aux réfugiés.

Pour alerter l'opinion publique sur la détresse de ces populations, le PNUD a travaillé avec la presse écrite et les médias audiovisuels du Liban à la production conjointe de reportages sur cette crise.

Des journalistes syriens ont également contribué à ces reportages, qui ont été publiés dans trois grands journaux nationaux et bénéficié d'une large couverture à la télévision et à la radio.

En même temps, dans la banlieue de Beyrouth et la vallée de la Bekaa, le PNUD a travaillé avec des dirigeants communautaires à améliorer la communication avec les groupes de réfugiés syriens et participer aux programmes de règlement des conflits. Pour suivre les incidents et intervenir en cas de besoin, une ONG, « Peace Building in Lebanon », coalition créée avec le soutien du PNUD, a mis en ligne une carte interactive afin de surveiller les manifestations, les affrontements intercommunautaires et autres rassemblements ou heurts au niveau local liés à la présence des réfugiés.

En Jordanie, où plus de 700 000 Syriens ont fui depuis 2011, et en Iraq, qui abrite à ce jour un total voisin de 250 000 réfugiés, le PNUD a collaboré avec les gouvernements et ses partenaires des Nations Unies pour améliorer les conditions de vie et atténuer l'impact de l'afflux de réfugiés sur les communautés d'accueil, notamment en soutenant l'emploi des jeunes. Dans ces pays, le problème des réfugiés menace, tout comme au Liban, d'anéantir les acquis du développement obtenus au prix d'années d'efforts. Il pèse fortement sur les budgets et les services publics, aggrave le chômage et décourage les investissements ainsi que les échanges, avec pour conséquence la baisse des ressources financières disponibles pour faire face à cette crise. En Iraq, les efforts du PNUD s'accompagnent d'une assistance aux réfugiés eux-mêmes, axée notamment sur

l'autonomisation juridique des femmes.

Cette action menée dans les pays arabes bénéficie de l'appui de la Turquie, le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés syriens (plus de 1,7 million à ce jour, dont seulement 15 % vivent dans des camps de réfugiés planifiés). En Turquie, les établissements scolaires, les hôpitaux et les autres services publics se heurtent aussi à de grandes difficultés. Le PNUD a donné priorité à la capacité de l'intervention d'urgence et des services municipaux en matière de prestations au niveau local, et il a soutenu des initiatives visant à renforcer de nouvelles possibilités d'emploi dans les provinces les plus durement touchées.

Toutes ces interventions s'articulent autour du principe de résilience, approche qui fait aujourd'hui l'objet d'un consensus au sein du système des Nations Unies parce que l'on reconnaît qu'en temps de crise il faut apporter une aide vitale d'urgence et maintenir les moyens de subsistance, tout en préservant la cohésion sociale. Cette approche fait de plus en plus d'émules au sein de la communauté internationale et des acteurs locaux, comme l'a montré la Troisième Conférence internationale d'annonces de contributions pour l'aide humanitaire à la Syrie, qui s'est tenue au Koweït le 31 mars dernier, où les donateurs ont marqué un vif intérêt à investir dans la résilience. Pourtant, alors que la crise en Syrie continue de faire rage, il est plus que jamais essentiel de renforcer notre engagement dans une région qui a de grands besoins.

Asie-Pacifique



PERSPECTIVE
RÉGIONALE

Comblers les lacunes

Ces dernières décennies, les pays de la région Asie-Pacifique ont été au premier rang mondial en matière de croissance et de réduction de la pauvreté. Leur part dans la production économique mondiale a presque doublé depuis 2000 pour atteindre aujourd'hui plus de 25 %. D'ici 2030, date butoir pour les objectifs de développement durable, ils abriteront selon les estimations deux tiers de la classe moyenne du monde entier.

Au sein de cette vaste aire géographique qui concentre plus de la moitié de la population mondiale, l'Asie de l'Est a atteint les niveaux de développement humain les plus élevés des 10 dernières années. Les pays d'Asie du Sud sont ceux qui ont enregistré les progrès les plus rapides, faisant d'énormes bonds en matière d'espérance de vie, de scolarisation et de revenu. Dans le même temps, la région Asie-Pacifique réunit également trois cinquièmes des habitants les plus pauvres de la planète, ceux qui vivent avec 2 dollars par jour ou moins. Si elle apparaît en de nombreuses parties de la région, cette extrême pauvreté est concentrée de manière disproportionnée en Asie du Sud. Arracher définitivement ces populations à la pauvreté constituera la principale priorité du PNUD et des gouvernements des pays concernés pour les 15 prochaines années.



PRIORITÉS DU PROGRAMME

- Réponse face au changement climatique
- Égalité entre les sexes
- Coopération Sud-Sud
- Prévention des catastrophes et relèvement



En partenariat avec l'Union européenne, le gouvernement de la province de Khyber Pakhtunkhwa, les Pays-Bas et l'Agence suisse pour le développement et la coopération, le PNUD renforce l'état de droit avec des interventions communautaires et institutionnelles.

AUTONOMISATION DES FEMMES



Les pays où l'incidence de l'extrême pauvreté est la plus forte sont également ceux qui ont les taux d'inégalité entre les sexes les plus élevés. L'expérience acquise en matière de développement à travers le monde nous enseigne qu'en réduisant la première caractéristique, on réduira aussi la seconde. Investir dans les femmes et les filles constitue la stratégie la plus efficace pour faire avancer le développement humain et fait partie intégrante des programmes d'éradication de la pauvreté du PNUD.

L'**Afghanistan** est sans doute le pays où la question des droits des femmes influe probablement le plus sur les priorités de développement national. Ces dernières années, de grandes avancées y ont été accomplies sur le plan des chances d'éducation offertes aux filles et de la participation des femmes à la vie politique. Il reste toutefois beaucoup de chemin à parcourir et des efforts considérables demeurent nécessaires pour améliorer la condition des femmes en général. Elles sont toujours nettement sous-représentées dans la plupart des institutions publiques, notamment les forces de l'ordre. Des efforts récents du PNUD pour favoriser le recrutement de femmes policiers ont permis de doubler les effectifs féminins et de les porter à près de 2 000, soit seulement 2 % des effectifs nationaux. Grâce au Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan, administré par le PNUD, ces nouvelles recrues bénéficient d'une formation à l'autodéfense, à la prévention

de la violence sexiste, aux techniques d'enquête criminelle et à la médiation. Parallèlement, le PNUD travaille avec le Bureau du Ministre de la Justice à la mise en place de nouvelles unités chargées de mener des enquêtes et d'engager des poursuites à l'encontre des auteurs de violences à l'égard des femmes. En outre, le PNUD soutient activement des programmes visant à fournir une assistance juridique gratuite aux Afghanes. Des programmes pilotes ont été lancés dans quatre provinces du pays en 2014.

Au **Pakistan**, le PNUD appuie des initiatives pour inscrire des millions de femmes sur les listes électorales nationales et recruter davantage de femmes pour se présenter à des élections locales ou nationales. Des projets du PNUD portant sur l'accès à la justice sont en train de renforcer les droits juridiques des femmes ; ils prévoient notamment l'octroi de bourses d'études ainsi qu'une assistance aux avocates et assistantes juridiques qui travaillent dans les centres d'aide juridique gratuite. En 2014, plus de 30 000 Pakistanais, dont une moitié de femmes, ont bénéficié des services de ces centres. « En tant qu'assistante juridique, je suis extrêmement satisfaite de venir en aide à des femmes confrontées à la violence domestique et de défendre les droits des femmes en matière d'héritage », déclare Elizabeth, l'une des professionnelles formées par le PNUD employées dans ces centres. « Elles voient en moi leur unique chance d'accéder à la justice. »



Après le passage du typhon, le PNUD et ses partenaires ont lancé un programme de relèvement rapide, qui a commencé avec le projet d'emplois d'urgence « argent contre travail » pour enlever les débris et les déchets dans les zones les plus touchées.

PRÉVENTION DES CATASTROPHES

ET RELÈVEMENT



La réponse aux catastrophes d'ampleur nationale, ainsi que l'anticipation et l'atténuation de l'impact de futures crises, sont au cœur de la mission du PNUD. Aux Philippines, par exemple, l'année 2014 a été marquée par les opérations de relèvement après les ravages causés par le typhon Haiyan en novembre 2013. Selon les estimations, son bilan s'élève à 6 000 morts et près de deux millions de personnes sans abri. La collaboration du PNUD avec le Gouvernement philippin après le passage du typhon a contribué aux opérations massives de relèvement et en outre renforcé la coordination en matière de préparation et d'intervention en cas de catastrophe. Ces efforts ont permis de sauver des vies lorsque le typhon Hagupit s'est abattu à son tour sur l'archipel en décembre 2014. Un million de personnes qui se trouvaient sur la trajectoire du cyclone ont ainsi été évacuées, de sorte que, si le bilan matériel se chiffre à des milliers de logements détruits, moins de 30 personnes ont péri.

Dix ans avant le passage du typhon Hagupit, le tsunami dans l'océan Indien avait déferlé sur le littoral de 15 pays et fait 230 000 morts, dont une grande partie aurait pu être sauvée si des systèmes d'alerte et d'évacuation similaires avaient existé. Dans la région d'Aceh, en Indonésie, l'une des zones les plus durement touchées par le tsunami de 2004, le PNUD a depuis lors aidé à créer des réseaux d'alerte précoce et à formuler des plans d'évacuation, en donnant priorité aux enfants d'âge scolaire. Ces préparatifs ont porté leurs fruits : quand deux séismes très violents ont frappé Aceh en 2012, les écoles ont été rapidement évacuées et les résidents des zones côtières ont été immédiatement avertis du risque de tsunami, de sorte que les morts et les blessés furent peu nombreux.

INTÉGRATION SOCIALE

ET GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE



PERSPECTIVE RÉGIONALE



Dans de nombreux pays, les personnes handicapées ne peuvent pas participer pleinement à la vie de la société, car elles sont confrontées à un ensemble d'obstacles : mobilité limitée, communications problématiques, services publics inadaptés et, bien souvent, idées fausses et préjugés de leurs concitoyens. Depuis longtemps, le PNUD a fait de la lutte contre cette exclusion l'un des axes de son action en matière de développement humain. Au Cambodge, le PNUD a soutenu un projet innovant, *La Voix des handicapés*, émission de radio unique en son genre de libre antenne conçue par et pour des personnes handicapées. Ce programme d'une heure est diffusé dans la zone la plus peuplée du pays, qui s'étend de Phnom Penh à Siem Reap. Il aborde des problèmes souvent négligés auxquels sont confrontés les quelque 700 000 Cambodgiens handicapés, y compris les victimes des mines, aujourd'hui âgées. « Le handicap physique n'entame en rien leur esprit critique, ni leur conscience ou leur intelligence », souligne Phoum Leakhena, animatrice de l'émission, qui est elle-même handicapée.

Un autre obstacle fréquent et de taille à l'intégration sociale et à l'engagement civique tient à la géographie, car beaucoup de villages isolés sont coupés de la vie politique nationale. Ces deux dernières années, les projets d'assistance électorale du PNUD ont permis d'inscrire dans toute la région quelque 17 millions de personnes sur les listes électorales, dont beaucoup d'habitants de zones montagneuses et forestières reculées. Au Bhoutan, où il faut plusieurs jours à des parlementaires pour atteindre leurs électeurs dans les zones reculées de l'Himalaya, le PNUD a prêté son soutien à l'installation d'un service de vidéo-conférence pour faciliter les communications à distance. Dans les Maldives, le PNUD teste actuellement une nouvelle plate-forme en ligne qui permettra aux habitants de signaler les améliorations qu'ils souhaiteraient voir apporter aux services publics (éclairage des rues, gestion des déchets, érosion du littoral, parking et nettoyage des graffiti, etc.).



Mme Phoum Leakhena et M. Sroun Channy s'apprentent à lancer le programme « La Voix des handicapés ».

GROS PLAN

DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE : PROPOSER DES SOLUTIONS PRATIQUES

L'un des principaux défis de la région est de maintenir la dynamique du développement humain à son rythme actuel tout en assurant la durabilité de l'environnement. Sous l'effet du changement climatique, des tendances inquiétantes telles que l'élévation du niveau des mers, le recul des glaciers et des forêts, ou la baisse de la qualité de l'air et des réserves en eau continuent de s'accroître. Le PNUD œuvre aux côtés de ses partenaires pour élaborer des solutions pratiques à ces problèmes et impulser les changements de politique nécessaires pour garantir un développement durable à long terme dans la région Asie-Pacifique. Voici quelques initiatives récentes du PNUD :

- Première puissance économique parmi les pays en développement, la **Chine**, qui affiche également le taux de croissance le plus rapide, est le premier producteur de déchets électroniques. Ces millions d'ordinateurs, d'imprimantes, de téléphones portables et autres appareils obsolètes ou endommagés peuvent causer des dommages graves à l'environnement s'ils ne sont pas dûment recyclés. Pendant la seule année 2011, la Chine a produit plus de 3,5 millions de tonnes de déchets électroniques, selon un rapport de l'ONU. Pour remédier à ce problème, le PNUD a collaboré avec une société de logiciels chinoise pour développer une application mobile mettant en relation les possesseurs d'équipement électronique usagé avec des sociétés de recyclage agréées spécialisées dans l'élimination et le recyclage de ces pièces de rebut en toute sécurité. Avec leur téléphone, les utilisateurs prennent une photo de l'appareil dont ils souhaitent se débarrasser. L'application l'identifie par un nom et, le cas échéant, par un prix de rachat des composants électroniques. Lancée en août 2014, cette application mise au point avec le soutien du PNUD comptait en fin d'année plus de 100 000 utilisateurs et avait permis de recycler ou détruire plus de 5 000 vieux appareils électroniques.
- En partenariat avec le Ministère des Énergies nouvelles et renouvelables de l'**Inde**, le PNUD a installé un système pilote de chauffage solaire dans les locaux centenaires d'un internat de Chennai accueillant des garçons démunis ou

orphelins. Fonctionnant uniquement à l'énergie solaire, le système approvisionne tous les pensionnaires en eau chaude et fournit aux cuisines l'énergie nécessaire à la préparation des 3 000 repas quotidiens. Chaque jour, ce sont plus de 10 millions de repas qui sont préparés grâce à des systèmes de cuisson à l'énergie solaire de ce type.

- La **Thaïlande** est l'un des plus gros consommateurs par habitant et exportateurs de poulets au monde. Mais plus d'un million d'hectares de champs de maïs sont nécessaires à l'alimentation de ces poulets, ce qui a créé de graves problèmes environnementaux tels que l'érosion des sols, la perte de réserves forestières, ou la pollution des eaux par les engrais et les pesticides. Le PNUD a réuni des producteurs de maïs, des éleveurs de poulets, des acheteurs pour la vente au détail, des défenseurs de l'environnement et des représentants du Gouvernement thaïlandais, qui ont accepté d'œuvrer à la recherche de solutions plus écologiques pour cultiver du maïs et produire suffisamment de poulets pour répondre à la demande des consommateurs.
- Les **Îles Marshall** sont un archipel de 34 petites îles à la beauté idyllique. Leurs points les plus élevés atteignent en moyenne seulement 4 mètres au-dessus du niveau de la mer. La survie de ce pays du Pacifique Sud est aujourd'hui menacée par la hausse du niveau de la mer et les sécheresses prolongées, deux conséquences du changement climatique.



Pour améliorer la gestion de ressources en eau très limitées, le Programme d'adaptation au changement climatique de la région du Pacifique œuvre, avec le soutien du PNUD, à améliorer le stockage des eaux de pluie dans des réservoirs et à installer des purificateurs d'eau fonctionnant à l'énergie solaire dans les petites îles périphériques. À Majuro, l'île la plus peuplée où se trouve la capitale, la piste de l'aéroport, qui représente la plus vaste surface asphaltée, est un lieu idéal pour collecter l'eau de pluie. L'eau ainsi collectée est ensuite traitée et canalisée vers un réservoir couvert aux parois renforcées, pour limiter les pertes dues aux fuites et à l'évaporation. Les réserves d'eau douce de Majuro, qui suffisaient auparavant à peine à tenir quelques semaines, permettent désormais de faire face à une sécheresse de quatre mois consécutifs. Pourtant, les perspectives de solutions durables sont bien peu nombreuses, comme le soulignent les dirigeants nationaux, alors que les températures et le niveau des mers continuent de s'élever et que le régime des précipitations devient de plus en plus erratique.

Europe et Communauté des États indépendants



PERSPECTIVE
RÉGIONALE

L'innovation, levier de la transformation

La région couverte par le Bureau du PNUD pour l'Europe et la Communauté des États indépendants (CEI) englobe des pays et aires géographiques allant de l'Ukraine, du Bélarus et du Moldova aux Balkans occidentaux, à la Turquie, au Caucase et à l'Asie centrale.

Elle abrite principalement des pays à revenu intermédiaire et a été le théâtre de progrès remarquables depuis les années 1990. Si certains pays sont en voie d'intégration et d'adhésion à l'Union européenne, d'autres collaborent étroitement dans le cadre de l'Union douanière de la Communauté économique eurasienne. Les pays de la région ont atteint dans l'ensemble les objectifs du Millénaire pour le développement et se sont fixé de nouveaux objectifs ambitieux de développement. Quelques-uns sont également en passe de devenir des donateurs actifs et se montrent désireux de partager leur expérience dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Cependant, la région reste confrontée à de nombreux défis partagés, comme l'accroissement des inégalités de revenu et la recherche de la viabilité environnementale. Parmi les 18 pays et territoires couverts par des programmes du PNUD figurent quelques-unes des économies à plus forte intensité de carbone au monde, et certains ont subi de façon disproportionnée le contrecoup de la crise économique. Quelques pays connaissent une aggravation des épidémies de VIH et de tuberculose. Dans une grande partie de la région, les répercussions des conflits passés font obstacle au progrès. Dans de nombreux pays, les aspirations des minorités ethniques et d'autres groupes marginalisés à une meilleure intégration sociale demeurent insatisfaites.

Bon nombre de ces préoccupations seront prises en compte par les nouveaux Objectifs de développement durable (ODD), qui orienteront les politiques nationales et mondiales pendant les 15 prochaines années.

En collaboration avec des partenaires locaux, le PNUD a organisé une série de consultations approfondies au niveau national sur le programme de développement pour l'après-2015. Des rapports détaillés résumant les conclusions de ces consultations, tels que « Le Moldova que nous voulons » et « Le Monténégro que nous voulons » contribuent déjà à orienter les stratégies pour l'après-2015 aux niveaux local et international.



PRIORITÉS DU PROGRAMME

- Relèvement rapide
- Engagement civique
- Emploi des jeunes
- Croissance durable
- Intégration sociale
- Biodiversité et énergies de substitution

DÉVELOPPER LA RÉSILIENCE

L'un des principaux soucis inspirant l'action du PNUD dans toutes les régions du monde est de renforcer la capacité des pays à anticiper et à absorber l'impact des catastrophes naturelles et autres chocs soudains, ainsi que d'accélérer le relèvement après ces crises. Victime en juin 2014 des pires inondations du siècle, la **Bosnie-Herzégovine** a reçu immédiatement une aide financière de l'Union européenne. Grâce aux capacités d'exécution du PNUD et aux solides partenariats tissés avec des partenaires internationaux et notamment avec les autorités locales, l'aide au relèvement de l'Union européenne a pu rapidement atteindre les communautés touchées. Ces efforts conjoints ont permis de rétablir les services publics et l'infrastructure, de reconstruire des logements et restaurer les moyens de subsistance dans les zones touchées, ce qui a eu un impact direct sur les conditions de vie de plus de 1,5 million de personnes.

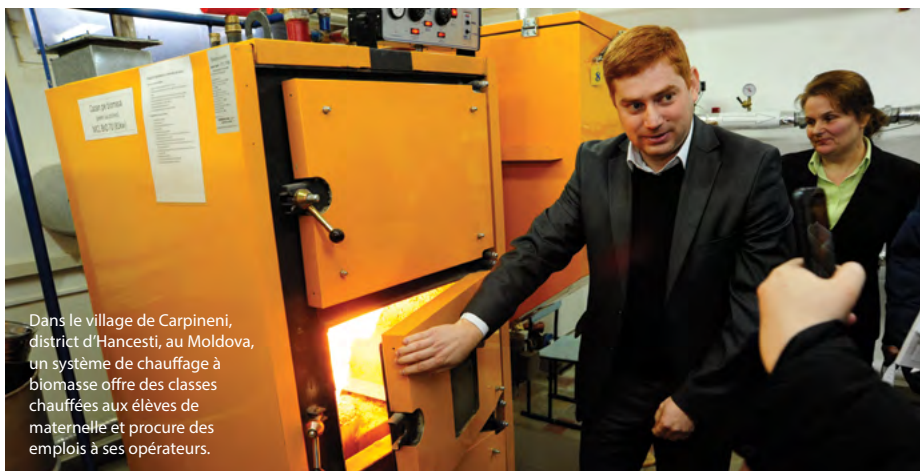
En 2014, plus d'un million de personnes ont fui les combats dans l'est de l'**Ukraine**. Le PNUD a travaillé avec les autorités nationales et locales pour aider à trouver des abris adéquats ainsi que les services sociaux essentiels pour les familles déplacées à l'intérieur du pays. L'accent a été mis sur les besoins des enfants, des personnes handicapées et d'autres groupes particulièrement vulnérables. Le PNUD a aussi mis en œuvre des programmes d'emploi et de création d'entreprises pour les populations déplacées.

Un projet conjoint du PNUD et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), « Atténuer l'impact de la crise syrienne sur les communautés d'accueil du sud-est de la **Turquie** », a permis de développer la résilience et d'accroître les moyens de subsistance des communautés touchées par le conflit syrien. Le programme entre dans le cadre du soutien aux interventions locales d'urgence et aux capacités de gestion des déchets solides, ainsi que de la création de possibilités d'emploi dans les communes touchées.



En collaboration avec l'administration municipale de Banja Luka, le PNUD a lancé un nouveau projet pour aider les personnes du troisième âge en Bosnie-Herzégovine.

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT



Dans le village de Carpini, district d'Hancesti, au Moldova, un système de chauffage à biomasse offre des classes chauffées aux élèves de maternelle et procure des emplois à ses opérateurs.

Le remplacement des combustibles fossiles par des énergies renouvelables et la préservation d'écosystèmes fragiles constituent des priorités urgentes du développement durable et sont au cœur du programme de développement pour l'après-2015 de l'Europe et de la Communauté des États indépendants. Dans l'ensemble de la région, le PNUD prend activement part à cette transformation économique et environnementale.

Un exemple en est le projet sur la biomasse conjointement lancé par l'Union européenne et le PNUD en République de **Moldova**, pays presque totalement dépendant des importations d'énergie. D'ici 2020, le Moldova projette de produire un cinquième de son énergie à partir



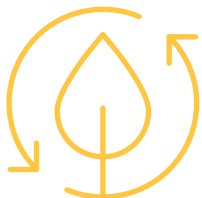
ACCÈS À LA JUSTICE



d'énergies renouvelables locales et de réduire l'ensemble de ses émissions de gaz à effet de serre de 25 %.

Ce partenariat entre l'UE et le PNUD a apporté la preuve du potentiel de la biomasse, contribuant à la mise en place de systèmes de chauffage biomasse dans 144 établissements publics et plus de 600 foyers et bénéficiant ainsi à plus de 90 000 personnes dans tout le pays. Les bénéfices sont apparus immédiatement : une température agréable a pu être maintenue dans les bâtiments tout au long de l'hiver et les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 30 000 tonnes de CO2 par an. De petites et moyennes entreprises et des emplois ont été créés dans les secteurs de la fabrication d'appareils de chauffage alimentés par la biomasse et de l'approvisionnement en biomasse.

Le PNUD œuvre également avec les gouvernements pour protéger la biodiversité marine. Dans le cadre d'une initiative d'envergure soutenue conjointement par le PNUD et le Gouvernement turc, avec un financement et un appui technique du Fonds pour l'environnement mondial, plus de 200 000 hectares d'eaux côtières ont été ajoutés à la liste croissante des réserves marines protégées de la Turquie, soit une augmentation de 45 % de la surface totale des aires marines protégées du pays. La réglementation interdit la pêche dans les zones d'importance critique pour la préservation des espèces, notamment les zones spécialement protégées de Gökova et Datça-Bozburun, qui ont été récemment étendues. Il s'agit là d'une contribution majeure à la protection à long terme des stocks halieutiques du bassin de la Méditerranée orientale.

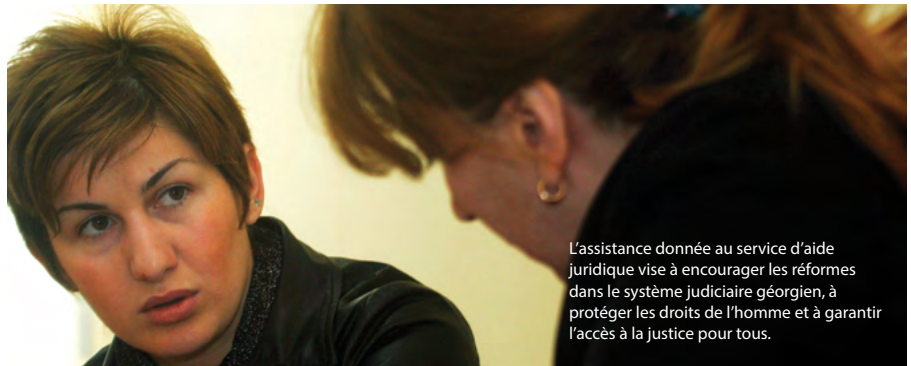


Le PNUD travaille avec des partenaires nationaux dans toute la région à la réforme des systèmes judiciaires et à l'accès aux services juridiques, en mettant l'accent sur l'amélioration de la protection des pauvres et des autres groupes marginalisés dans ce domaine. Ces initiatives s'inscrivent dans une initiative plus vaste du PNUD visant à renforcer le respect des droits de

l'homme aux niveaux national et international, en soutenant les organes judiciaires indépendants et les institutions de défense des droits de l'homme, ainsi que la mise en œuvre des principales conventions relatives aux droits de l'homme. Dans la région, une attention particulière est portée à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Le PNUD a notamment soutenu des initiatives d'accès à la justice dans les pays suivants :

- La **Géorgie**, où les plus vulnérables, notamment les personnes déplacées, les habitants des régions montagneuses et les minorités ethniques, bénéficient désormais d'une assistance juridique gratuite ;
- La **Serbie**, où le PNUD a organisé des sondages en ligne participatifs ainsi que des rencontres en personne avec des juges, des procureurs et des avocats pour identifier des moyens d'améliorer les services juridiques pour les femmes, les minorités et les personnes handicapées ;
- L'**Ouzbékistan**, où le PNUD a aidé la Cour suprême à mettre en place E-SUD, un système national en ligne destiné à améliorer l'accès du public à l'information judiciaire, ainsi que la transparence et l'efficacité de la justice civile ;
- La **Croatie**, où un projet récent du PNUD a contribué à rendre le droit de vote à près de 18 000 personnes handicapées qui avaient été radiées des registres électoraux nationaux.



L'assistance donnée au service d'aide juridique vise à encourager les réformes dans le système judiciaire géorgien, à protéger les droits de l'homme et à garantir l'accès à la justice pour tous.

GROS PLAN

JETER DES PONTS ET SURMONTER LES PRÉJUGÉS : LES COMMUNAUTÉS ROMS D'EUROPE



Aucune minorité européenne n'est autant marginalisée que les Roms, qui sont aujourd'hui près de 9 millions. Les enquêtes menées par le PNUD sur les communautés roms de la région ont constamment mis en évidence des niveaux de santé, d'éducation et de revenu sensiblement inférieurs à ceux de l'ensemble de la population. Neuf Roms sur 10 vivent au-dessous des seuils nationaux de pauvreté et, pour la plupart, dans des logements insalubres. Un tiers seulement exerce une activité régulière rémunérée.

Un pourcentage disproportionné de Roms souffre de graves problèmes de santé, souvent exacerbés par un accès insuffisant à des soins de santé réguliers. À peine la moitié des enfants roms fréquente un jardin d'enfants ou une école maternelle, même dans les pays où cette fréquentation est pratiquement universelle pour le reste de la population. Seuls 15 % d'entre eux terminent leurs études secondaires ou des programmes de formation professionnelle de niveau équivalent.

Le PNUD a joué un rôle de premier plan dans les efforts régionaux destinés à améliorer les conditions de vie et la protection juridique des Roms, et à lutter contre les préjugés dont ils sont souvent victimes. Si la moitié des Roms interrogés dans le cadre d'une enquête menée en 2011 par le PNUD a déclaré avoir récemment fait l'objet de discrimination, moins de la moitié étaient au courant de l'existence de lois nationales interdisant la discrimination ethnique en matière d'emploi ou de fourniture de services.

En **Albanie**, un projet de l'Union européenne et du PNUD en faveur de la communauté rom a permis de former une centaine d'artisans pendant la seule année 2014, en les aidant à améliorer leurs compétences techniques et à créer leurs propres petites entreprises. De nombreuses femmes comptaient parmi les bénéficiaires ; le succès obtenu par leurs produits artisanaux a contribué à améliorer leur statut au sein des communautés locales. Dans le cadre de ce projet, une collaboration a été nouée avec des organisations roms de la société civile afin de mettre en place des actions pour lutter contre les préjugés et promouvoir le respect de la diversité culturelle.

D'éminentes personnalités de la scène culturelle albanaise se sont également mobilisées en faveur de la communauté rom traditionnellement marginalisée, en tant qu'Ambassadeurs de bonne volonté pour la diversité culturelle. En Albanie et dans des pays voisins, des projets en faveur des Roms couvraient également les Ashkali et les « Tziganes des Balkans », communautés qui leur sont apparentées bien que culturellement distinctes.

Un projet du PNUD au **Monténégro** a parallèlement permis d'inscrire des centaines de Roms pour leur offrir un meilleur accès aux services sociaux et aux bureaux d'emploi. Dans la **Serbie** voisine, le PNUD a soutenu le déploiement de coordonnateurs roms dans plus de 50 communes de tout le pays pour permettre aux autorités locales et aux communautés roms de communiquer directement. Cette initiative a permis d'améliorer la collecte des données au niveau local en recueillant plus de 1 500 brefs témoignages au sein des campements roms pour orienter les futures politiques d'intégration sociale.

Amérique latine et Caraïbes



PERSPECTIVE
RÉGIONALE

Préserver les gains durement acquis

Ces dernières décennies, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes a fait un grand bond en avant en matière de développement, depuis la consolidation de la démocratie et les avancées continues dans les domaines de la santé et de l'éducation jusqu'à, plus récemment, les progrès enregistrés dans la protection de l'environnement et le recul de l'inégalité. En 2015, date butoir des OMD, l'ensemble de la région aura atteint la majorité de ces objectifs, exploit de portée historique.

La récente récession économique a engendré néanmoins de nouveaux défis, allant du ralentissement de la réduction de l'inégalité à l'augmentation du nombre de pauvres - pour la première fois en dix ans.

Même si la croissance de l'économie régionale se poursuivait dans les prochaines années au même rythme que ces dix dernières années (soit une hausse de 3,9 % par an), le PNUD estime que le nombre de personnes échappant à la pauvreté serait inférieur à celui de la décennie précédente.

Pour le PNUD, la croissance économique ne suffira pas à elle seule à développer la « résilience », ni à accroître la capacité à absorber des chocs externes, comme les crises financières ou les catastrophes naturelles, sans de graves contrecoups.

C'est pourquoi il travaille avec les gouvernements, les groupes de la société civile et le secteur privé de ces pays pour qu'ils fassent des progrès « multidimensionnels » leur priorité. Ces efforts portent sur la réduction des inégalités de sexe, de race ou léguées par l'histoire, un investissement dans l'acquisition de compétences pour créer de meilleures possibilités d'éducation et d'emploi et, une amélioration des systèmes financiers pour prévenir le surendettement.

Le PNUD s'associe aux travaux préparatoires des pays de la région en vue d'adopter et, à terme, d'atteindre les objectifs de développement durable pour l'après-2015. Les programmes vont du renforcement de l'engagement civique et de la sécurité publique au ralentissement et à l'atténuation des effets du changement climatique.



PRIORITÉS DU PROGRAMME

- Croissance économique et protection sociale inclusives
- Gestion des ressources naturelles et résilience aux changements climatiques
- Réduction de la pauvreté et de l'inégalité
- Participation politique des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine
- Sécurité publique
- Coopération Sud-Sud

ASSURER LA FOURNITURE EN ÉNERGIE HYDRAULIQUE



Si 24 millions de personnes sont toujours privées d'électricité dans l'ensemble de la région, il est possible, moyennant des investissements et le recours aux technologies adéquates, de fournir une énergie durable à l'ensemble de la population d'ici 2030. En République dominicaine, où 400 000 villageois sont privés d'électricité, un projet d'électrification rurale soutenu par le PNUD alimente le pays en énergie propre, produite localement. Financés par le Gouvernement, l'Union européenne et le Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial, les 23 premiers nouveaux petits barrages hydroélectriques prévus dans le cadre de cette initiative fournissent déjà de l'électricité à plus de 3 000 familles, et d'autres sont en cours de construction.



Les communautés dominicaines construisent de petits barrages hydroélectriques pour apporter l'électricité à des villages reculés.



Haïtiennes et Haïtiens membres de la « brigade des plantations » pour renforcer la couverture forestière à la frontière entre Haïti et la République dominicaine.

REBOISER POUR PROTÉGER LES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET LE BIEN-ÊTRE



En accélérant le changement climatique, la déforestation menace directement les ressources en eau et les moyens de subsistance, en particulier dans les communautés à faible revenu des régions boisées menacées. Pour inverser cette tendance, dans les zones rurales du Nicaragua le PNUD a collaboré avec les autorités locales dans le cadre d'une initiative financée par le Gouvernement suisse visant à faciliter l'adaptation au changement climatique et à accélérer le reboisement, tout en approvisionnant plus de 6 100 personnes en eau potable. En outre, plus de 2 000 Nicaraguayens, notamment des dirigeants communautaires et des représentants des autorités locales, ont été formés à la gestion durable de l'eau et à la protection de la biodiversité.

En Haïti, le pays de l'hémisphère occidental le plus durement touché par la déforestation, le PNUD soutient l'adaptation au changement climatique, ainsi que le renforcement de la gestion des bassins versants et des zones protégées. En 2014, 150 agents chargés de la surveillance de l'environnement ont ainsi été déployés à Port-au-Prince et dans les zones protégées de l'ouest du pays. Dans le sud de Haïti, un programme du PNUD financé par la Norvège et coordonné par les autorités locales a permis, entre 2010 et 2014, de produire 5,5 millions de plants qui ont ensuite été repiqués sur 5 000 hectares. Durant la même période, 10 millions d'arbres ont été plantés et plus de quatre kilomètres de berges ont été consolidés dans le cadre de projets mis en œuvre par le PNUD.



RÉDUCTION DES INÉGALITÉS



La réduction des inégalités socio-économiques représente un défi majeur dans la région. Les inégalités héritées de l'histoire de ces pays, notamment entre les états et les villes, font apparaître des disparités souvent occultées par les moyennes nationales. Au **Bésil**, le PNUD a collaboré avec l'Institut national de recherche économique appliquée (IPEA) et une fondation locale pour dégager les tendances en matière de développement humain dans plus de 5 500 communes, 27 États et 16 zones métropolitaines. Les résultats de cette étude, financée par certaines des plus grandes entreprises nationales et une banque régionale, ont été publiés sur un portail en ligne. Des décideurs aux niveaux national et

local se sont servis de l'Indice de développement humain (IDH) municipal du PNUD - mesure composite qui prend en compte différents critères tels que l'espérance de vie, l'éducation et le revenu - pour concevoir des politiques publiques mieux adaptées aux populations qui en ont le plus besoin. Les Ministères de l'Éducation, de la santé et du développement social ont tous eu recours à cet outil, y compris pour des programmes au niveau national comme « Davantage de médecins » et « Lumière pour tous ». L'État de Maranhão a également mis au point « Davantage de programmes IDH » pour améliorer les conditions de vie dans les 30 communes où l'IDH est le plus bas.

PRIVILÉGIER LA PROTECTION



L'insécurité publique entrave le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui ont les taux d'homicides les plus élevés au monde, selon le Rapport régional 2013-2014 sur le développement humain du PNUD. En **El Salvador**, dans le cadre d'une initiative financée par le Gouvernement espagnol, le PNUD a organisé la création d'espaces de dialogue et la tenue de vastes consultations réunissant des représentants des groupes concernés (notamment les jeunes, les femmes, les chefs d'entreprise et les membres des communautés situées dans les zones les plus touchées) ainsi que des représentants des partis politiques, des organisations de la société

civile, du milieu universitaire, du secteur privé et des groupes religieux. Ces consultations, complétées par des enquêtes portant sur le sentiment d'insécurité, ont servi à élaborer les principales recommandations du plan national de sécurité. En outre, plus de 120 personnalités - membres de l'Assemblée nationale, des agences électORALES et des partis politiques - ont suivi une formation pour renforcer la participation des femmes à la vie politique. Cela a aussi permis au PNUD d'apporter son concours à l'Assemblée nationale pour élaborer sept propositions de réforme sur la violence domestique, la procédure pénale, ainsi que les codes de la famille et du travail.

PLUS DE 1 000 ENTREPRISES EN PLEIN ESSOR



En **Colombie**, les pourparlers de paix permettent d'espérer la fin du conflit armé ainsi qu'un recul des violences criminelles qui ont causé le déplacement de six millions de personnes, le plus important déplacement interne de population dans le monde. Il est indispensable d'offrir des sources de revenu à tant de familles qui ont été contraintes d'abandonner leur foyer, en vue d'assurer leur avenir et de renforcer la stabilité sociale. Le PNUD et le Gouvernement colombien se sont associés au secteur privé dans le cadre d'un programme de microcrédit innovant pour aider des personnes déplacées à créer de petites entreprises. Cette initiative s'inspire de projets similaires du PNUD déjà mis en œuvre au **Mexique**, en **El Salvador** et en **Haïti**. Plus d'un millier d'entreprises réparties entre 25 villes sont concernées, dont plus de 250 appartiennent à des personnes déplacées à cause des violences. Des femmes figurent parmi les nouveaux chefs d'entreprise les plus prometteurs.



Avec l'aide du programme, Betsaida a lancé sa propre entreprise.

GROS PLAN

LES CATASTROPHES NATURELLES NE DOIVENT PAS ÊTRE SYNONYMES DE TRAGÉDIE : PARTAGER LA COMPÉTENCE DES CARAÏBES EN MATIÈRE DE PRÉPARATION AUX CATASTROPHES NATURELLES



Ces trois dernières décennies, les pays des Caraïbes ont essuyé quelque 170 catastrophes naturelles majeures allant des séismes et des éruptions volcaniques aux inondations et ouragans dévastateurs. Leur bilan se chiffre à des milliers de vies et à 140 milliards de dollars en dommages matériels et pertes de revenu.

L'ouragan Sandy, tristement célèbre pour avoir provoqué en 2012 les terribles raz-de-marée qui ont frappé le nord-est des États-Unis, avait commencé sa course dans les Caraïbes, faisant 80 victimes et causant 2 milliards de dollars de dégâts dans la région. Dans la seule République dominicaine, 25 000 personnes ont été déplacées. Quatre ans auparavant, les ouragans Gustav et Ike avaient déferlé l'un après l'autre sur les Bahamas, les îles Turques et Caïques, Haïti, la République dominicaine, la Jamaïque et Cuba, faisant de nombreuses victimes, laissant des milliers de personnes sans abri et entraînant des pertes économiques d'un montant de 8 milliards de dollars au moins.

Cuba a le moins souffert en 2008 du passage de ces deux ouragans, qui détruisirent sur l'île 63 000 logements et nécessitèrent l'évacuation de 3,1 millions de personnes dans les zones ravagées. Limité à sept victimes, le bilan humain, quoique tragique pour les personnes directement impliquées, s'avérait minime au regard de l'ampleur de la catastrophe, comme l'ont constaté d'autres pays de la région, impressionnés par le niveau de préparation aux catastrophes atteint par Cuba.

À Cuba, les victimes d'ouragans sont devenues relativement rares, alors que le bilan humain de ces mêmes catastrophes est lourd dans les îles voisines. Ce résultat tient en grande partie au réseau de Centres de gestion pour la réduction des risques qui quadrillent Cuba depuis maintenant 10 ans et qui ont pour principale priorité la prévention et le suivi des vulnérabilités. Ces centres fournissent un appui lors des phases d'intervention et de relèvement. Ils promeuvent une culture de réduction des risques de catastrophe en organisant une formation et en informant les populations, notamment en insistant sur l'importance des systèmes d'alerte précoce dans les communautés les plus vulnérables. Les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées font l'objet de mesures d'aide spécifiques.

Le modèle cubain est aujourd'hui en cours d'adaptation dans d'autres pays de la région.

L'équipe du PNUD à Cuba et l'Initiative du PNUD pour la gestion des risques dans les Caraïbes ont facilité l'adaptation et la mise en place de ce modèle dans cinq pays des Caraïbes : les îles Vierges britanniques, la République dominicaine, la Guyane, la Jamaïque et la Trinité-et-Tobago.

Dans le cadre de cette initiative de coopération Sud-Sud, des spécialistes en gestion des catastrophes sont venus de ces cinq pays à Cuba pour participer à des formations, des ateliers et des voyages d'études, s'informant sur ces centres et concevant à leur tour des programmes similaires. Des matériels de formation, des

documents méthodologiques et des directives relatives aux procédures ont été développés pour une mise en place pilote. Des experts cubains se sont également rendus dans les pays pilotes pour fournir une assistance technique et des conseils afin de faciliter l'adaptation du modèle de réduction des risques.

Les cinq communes pilotes disposent à présent de leurs propres centres de gestion pour la réduction des risques, dotés de cartes des risques, de systèmes d'alerte précoce et de personnel formé pour aider les autorités locales à prendre des décisions éclairées ; ces centres servent de modèle à d'autres communautés.

Dans la paroisse de Sainte-Catherine, au sud-est de la Jamaïque, le premier centre de ce type dans le pays s'est installé au milieu de villages de pêcheurs particulièrement exposés aux catastrophes naturelles. Des spécialistes formés à Cuba dressent la carte des zones vulnérables et travaillent avec les dirigeants locaux à la préparation aux catastrophes et à la réduction des risques.

Ida Northover, 78 ans, est au nombre des dirigeants locaux formés à la préparation aux catastrophes. « Nous ignorons quand frappera le prochain ouragan mais nous y sommes préparés », dit-elle, expliquant avec assurance comment elle fait évacuer les habitants vers un abri situé à proximité dès que les autorités locales lui envoient un signal d'alarme. Elle souligne aussi que cette formation lui a conféré un nouveau rôle important au sein de la communauté, lui prêtant l'image d'un chef respecté.

Le renforcement des capacités et de la résilience au niveau local constitue un investissement judicieux. Sans parler des vies épargnées, chaque dollar investi dans la réduction des risques et la préparation aux catastrophes permet d'économiser selon les estimations sept dollars en opérations de relèvement après qu'une catastrophe a frappé.



Des pêcheurs de la paroisse Ste-Catherine, en Jamaïque, ont reçu une formation et savent qu'ils doivent évacuer rapidement en suivant les ordres de leur dirigeant local en cas de désastre.

Volontaires des Nations Unies

Le volontariat en ligne et sur le terrain, facteur de paix et de développement

Le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) contribue à la paix et au développement à l'échelle de la planète, en menant des actions de plaidoyer, en nouant des partenariats innovants, en mobilisant des volontaires et en intégrant le volontariat dans les programmes nationaux de développement. Engagés en faveur de la paix et du développement durable, et mus par une vision commune, les Volontaires des Nations Unies mettent leur expérience, leurs compétences et leur talent au service de divers programmes et initiatives.

En 2014, ils étaient 6 325 à intervenir au service du développement et de la paix dans 121 pays, souvent dans des conditions difficiles. Parmi eux, 1 871 ont travaillé avec le PNUD et 2 604 ont collaboré avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques ou la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUACE). Plus de 80 % de ces volontaires étaient originaires des pays en développement. S'y ajoutent les 10 887 volontaires qui ont collaboré à distance aux missions des Nations Unies dans le cadre du service de cybervolontariat de l'ONU.

Ce qui distingue le programme VNU, c'est sa capacité unique à mobiliser un grand nombre de volontaires dans le monde entier au service du développement. L'année 2014 a marqué l'entrée en vigueur du Plan-cadre stratégique du programme VNU, conçu pour maximiser son impact et son efficacité de manière à faire face aux plus urgents problèmes actuels de développement. Les activités du programme VNU sont désormais centrées sur les cinq priorités suivantes : accès aux services sociaux de base ; résilience des communautés pour réduire les risques pour l'environnement et les risques de catastrophe ; maintien de la paix ; jeunesse et développement des capacités nationales ; innovation et connaissances.





En Ouzbékistan, des Volontaires des Nations Unies encouragent les communautés à combattre la tuberculose par le biais du bénévolat. Les Volontaires des Nations Unies renforcent les capacités de formateurs communautaires bénévoles, qui forment à leur tour 3 000 autres volontaires communautaires pour recenser les symptômes de la tuberculose, aider à appliquer le traitement, surveiller le taux d'incidence et diffuser du matériel éducatif.

RÉSILIENCE POST-CRISE

Typhon Haiyan

L'un des principaux atouts du programme tient à sa capacité à renforcer les ressources des Nations Unies dans les situations de crise. Après le passage du typhon Haiyan aux Philippines en novembre 2013, les Volontaires des Nations Unies (VNU) ont ainsi participé aux opérations de relèvement. Après la phase d'urgence initiale, des Volontaires des Nations Unies spécialisés ont apporté une assistance technique pour réduire les risques de catastrophe, accroître les moyens de subsistance et organiser la gestion des déchets. Les VNU en ligne ont, quant à eux, soutenu à distance ces efforts en géolocalisant des milliers de messages Twitter et d'images provenant des zones dévastées par le typhon en vue de faciliter l'identification des besoins les plus urgents de la population.

Contenir l'épidémie de l'Ebola

Les contributions des Volontaires des Nations Unies à la lutte contre l'épidémie de l'Ebola en 2014 ont témoigné à nouveau de leur pouvoir unique de renforcer les capacités d'intervention d'urgence des Nations Unies. Le programme VNU a mis en place une campagne spéciale de recrutement pour assurer le déploiement rapide de médecins, d'infirmières, d'experts en santé publique, de techniciens de laboratoire, de responsables de la gestion des crises sur le terrain, d'experts en coordination, de collecteurs de données et d'autres professionnels hautement qualifiés. Ces volontaires ont été formés à apporter leur aide dans différents domaines essentiels allant de la sensibilisation aux mesures de lutte contre la maladie, en passant par la formation en matière d'hygiène et d'obstétrique, la distribution d'urgence de denrées alimentaires, de savon, de chlore et de fournitures médicales.

Les Volontaires des Nations Unies étaient également à l'avant-garde de la lutte contre l'épidémie en Sierra Leone, en Guinée et au Libéria pour soutenir les actions de sensibilisation ainsi que les mesures de prévention, et pour participer aux distributions de vivres et de fournitures médicales. Ils sont venus étoffer les équipes du bureau de la MINUAUCE, au Ghana, chargé de coordonner la réponse des Nations Unies. Les VNU ont mis en place à Accra une antenne locale pour faciliter le recrutement, la formation et la gestion des volontaires spécialisés de la MINUAUCE. Des centaines de volontaires en ligne ont aidé à contenir l'épidémie de l'Ebola en géolocalisant à distance, en établissant et en actualisant des cartes des zones touchées en Sierra Leone et au Libéria. Ils ont également créé des infographies, des affiches, des dépliants et des sites web pour sensibiliser toute l'Afrique de l'Ouest à la maladie.

Mobiliser des financements privés et publics pour les pauvres

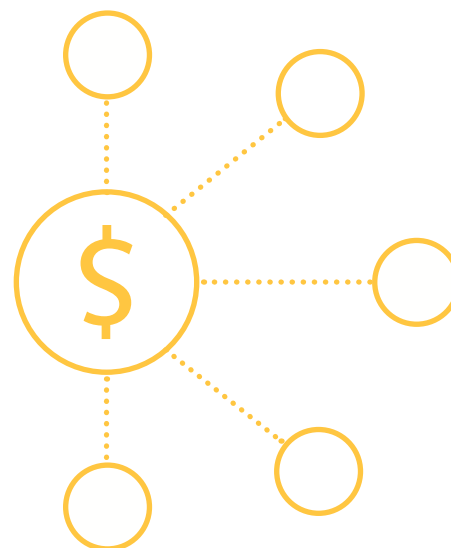
Le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) est une organisation des Nations Unies qui a pour mission unique et capitale d'aider les pays les moins développés à parvenir à une croissance inclusive.

L'UNCDF utilise ses ressources (Aide publique au développement) pour dégager et mobiliser des ressources nationales publiques et privées. Il promeut l'inclusion financière, y compris au moyen de la finance numérique, en tant que moteur de réduction de la pauvreté et de croissance inclusive. Il montre également comment, en localisant la finance hors des grands centres urbains, on peut accélérer la croissance des économies locales, promouvoir le développement d'infrastructures durables et résilientes face au climat, et autonomiser les communautés locales.

Pour tester différentes méthodes en vue de dégager des financements privés au bénéfice de projets d'infrastructure potentiellement porteurs de changement, l'UNCDF a développé l'Initiative de financement local, programme mondial soutenu par l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Sida).

En 2014, cette Initiative était mise en œuvre en Tanzanie et en Ouganda, avec des plans d'expansion au Sénégal, au Bénin et au Bangladesh.

L'Initiative de financement local identifie des projets d'infrastructure de petite ou moyenne dimension qui ont un potentiel de transformation important au niveau local (routes de desserte, ponts, nœuds de transport, usines agro-alimentaires et petites centrales hydroélectriques) et qui échappent généralement à l'œil des investisseurs ciblant des placements à fort impact, ainsi que des banques nationales et de développement. L'UNCDF met en place des partenariats entre secteur public et secteur privé, assortis d'élargissements ciblés de crédit, de stratégies d'atténuation des risques et d'interventions tendant à renforcer les capacités pour leur permettre d'attirer l'investissement privé. L'objectif est d'accroître la confiance des investisseurs en réduisant le risque perçu d'investir dans l'économie locale, et d'attirer les capitaux nationaux et d'autres capitaux privés. Il favorise aussi l'établissement de nouvelles relations entre les acteurs publics et privés, et renforce durablement les capacités des secteurs public, privé et bancaire en vue de produire des effets multiplicateurs en faveur de l'investissement dans l'économie locale.





En Ouganda, l'UNCDF aide à relever les défis du développement en mettant l'accent sur la décentralisation et le renforcement des capacités au niveau local.

INFRASTRUCTURES EN TANZANIE ET EN OUGANDA

En 2014, l'Initiative a conclu son premier accord en mobilisant 2,6 millions de dollars auprès d'un investisseur privé pour la construction d'infrastructures essentielles (un entrepôt douanier, un hangar et un parc de stationnement pour camions) dans une communauté transfrontalière en Ouganda. En Tanzanie, un investissement de démarrage et un appui technique à hauteur de 250 000 dollars destinés au règlement du reliquat des coûts de transaction de trois projets de centrales hydroélectriques locales vont permettre de lever 15 millions de dollars auprès des banques locales en 2015, bénéficiant à des milliers de familles.

L'UNCDF a également recours à des services financiers adaptés pour montrer comment l'APD peut aider à mobiliser des financements publics et privés au service d'une croissance inclusive.

Des services de microfinance axés sur l'épargne peuvent améliorer sensiblement la résilience et les moyens de subsistance de familles pauvres. L'UNCDF soutient plus de 100 prestataires de services financiers privés à travers le monde pour mobiliser l'épargne des ménages en la canalisant dans le système financier formel, fournissant ainsi une plus grande protection aux ménages et réinvestissant des « capitaux dormants » dans l'économie réelle.

En 2014, les prestataires de services financiers soutenus par l'UNCDF ont doublé le montant de leurs dépôts, qui sont passés de 823 millions à plus de 1,6 milliard de dollars en 2014, offrant aux pauvres la possibilité d'épargner en toute sécurité et aux petites entreprises locales l'accès à de nouvelles sources de crédit.

MICROLEAD

Le programme MicroLead de l'UNCDF illustre parfaitement comment il mobilise ses ressources pour catalyser le capital privé et l'épargne nationale : après avoir versé un apport initial de 6,8 millions de dollars, l'UNCDF est parvenu à mobiliser dans le cadre du programme 20 millions supplémentaires auprès de la Fondation Bill et Melinda Gates. Ces fonds ont ensuite été investis auprès de prestataires locaux de services financiers, qui ont à leur tour investi 100 millions de dollars pris sur leurs propres fonds dans le développement de produits. En l'espace de cinq ans, ces prestataires ont recueilli plus de 645 millions de dollars auprès d'un million de déposants locaux, créant ainsi une source importante de capital-investissement de proximité.

La mise en œuvre du programme d'expansion de MicroLead, soutenu par la Fondation MasterCard, est aujourd'hui à mi-parcours. Le programme collabore à présent avec différents prestataires pour atteindre 1,3 million de détenteurs de compte bancaire supplémentaires, et pour étendre l'offre de services financiers à des prix raisonnables dans les zones rurales et autres marchés mal desservis.

LE PNUD EN CHIFFRES



2 M

DE TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ FORMÉS À LA LUTTE
CONTRE LE VIH, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME



18 M

DE NOUVEAUX
ÉLECTEURS INSCRITS



11,2 M

DE PERSONNES ONT DE MEILLEURS
MOYENS DE SUBSISTANCE



LE PNUD A FOURNI UN APPUI À

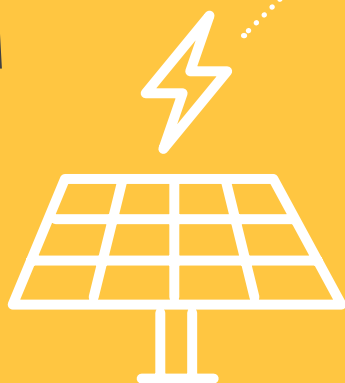
161

PAYS DE PROGRAMME



1,4 M

DE PERSONNES SOUS THÉRAPIE
ANTIRÉTROVIRALE



1,3 M

DE PERSONNES BÉNÉFICIENT D'UN
MEILLEUR ACCÈS À L'ÉNERGIE



PRÈS DE

1 M

DE NOUVEAUX EMPLOIS CRÉÉS
DONT 41% POUR DES FEMMES

Ressources du PNUD



LE FINANCEMENT DU PNUD PROVIENT EN TOTALITÉ DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES VERSÉES PAR DES ÉTATS MEMBRES DE L'ONU, DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES ET D'AUTRES SOURCES.

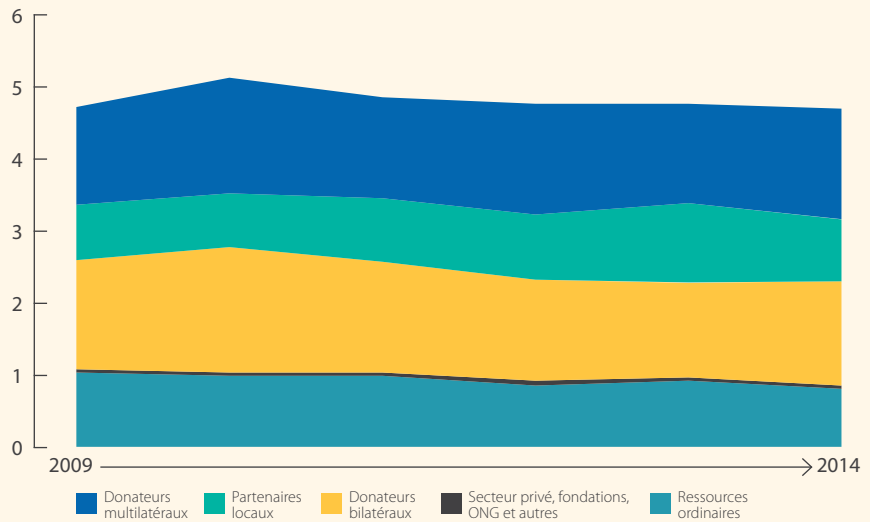
Ces contributions sont versées soit comme ressources ordinaires, soit comme donations affectées à des fins spécifiques.

En 2014, 56 pays ont versé au PNUD des contributions d'un montant total de 793 millions de dollars en ressources ordinaires, contre 896 millions en 2013. Les donations additionnelles pour des projets et pays déterminés se sont élevées à 3,8 milliards de dollars en 2014, soit le même niveau d'appui reçu par le PNUD en 2013 dans cette catégorie. En 2014, les gouvernements ont versé 2,3 milliards de dollars affectés à ces fins, tandis que les donations multilatérales de même nature s'élevaient à 1,5 milliard de dollars.

Le développement est un processus à long terme qui exige une action stratégique centrée et la capacité de réagir aux crises soudaines et aux défis et opportunités qui surgissent. Dans le climat actuel du développement, en évolution rapide, le PNUD continue de travailler à l'élargissement et à la diversification de sa base de ressources, afin de mettre en œuvre son Plan stratégique 2014-17 et de renforcer continuellement ses services et partenariats pour le développement.

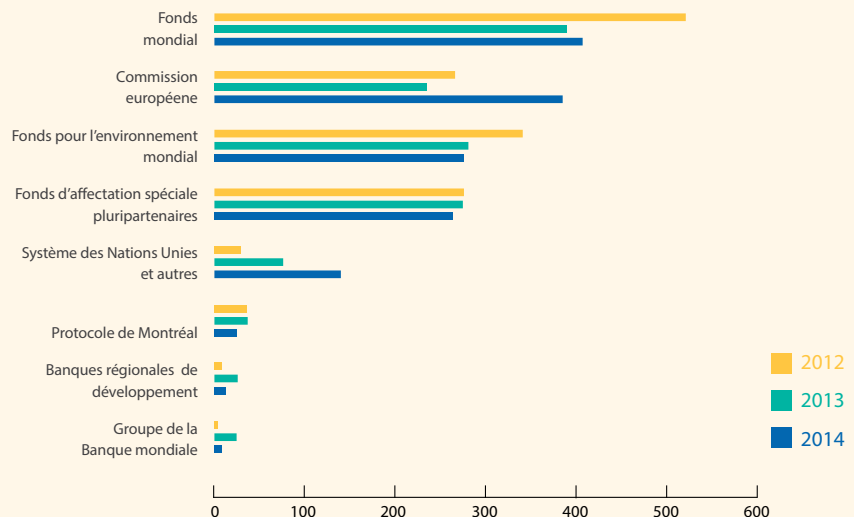
CONTRIBUTIONS VERSÉES AU PNUD : 2009-2014

Chiffres préliminaires de mars 2015 (en milliards de dollars É.U.)



SOUTIEN DE PARTENAIRES MULTILATÉRAUX

Chiffres préliminaires de mars 2015 (en millions de dollars É.U.)



CONTRIBUTION EN 2014

CHIFFRES PRÉLIMINAIRES D'AVRIL 2015

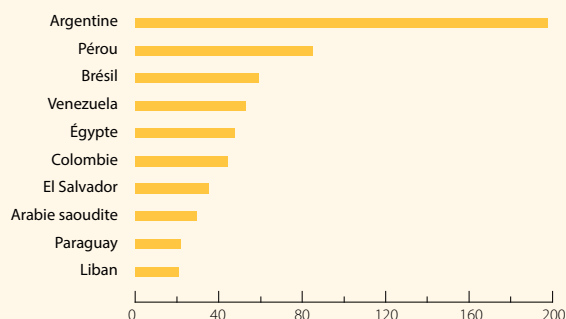
DONATEURS (par ordre décroissant)	ORDINAIRES	AUTRES	TOTAL
États-Unis d'Amérique	80 981 100	415 737 225	496 718 325
Japon	80 472 261	299 588 287	380 060 548
Norvège	112 211 221	87 494 813	199 706 034
Argentine	-	197 867 537	197 867 537
Royaume-Uni	90 323 920	92 362 338	182 686 259
Suède	72 903 397	84 515 606	157 419 003
Allemagne	29 108 235	114 081 025	143 189 261
Suisse	63 474 388	50 425 093	113 899 480
Pays-Bas	36 764 706	66 157 182	102 921 887
Danemark	60 142 154	32 338 382	92 480 537
Pérou	-	86 904 326	86 904 326
Brésil	-	59 836 427	59 836 427
Canada *	35 573 123	20 701 241	56 274 364
Vénézuéla	-	53 160 145	53 160 145
Finlande	30 261 348	22 554 179	52 815 527
Égypte	-	47 625 252	47 625 252
Colombie	-	44 175 912	44 175 912
Australie **	18 057 922	24 624 390	42 682 312
El Salvador	-	35 181 012	35 181 012
Arabie Saoudite	2 000 000	29 573 154	31 573 154
Belgique	23 661 270	3 507 548	27 168 818
Corée, République de	6 384 000	16 366 373	22 750 373
Paraguay	0	21 705 268	21 705 268
Liban	0	20 878 059	20 878 059
France	18 569 464	1 562 232	20 131 696
Koweït	570 000	18 827 989	19 397 989
Chine	3 800 000	14 261 606	18 061 606
Irlande	11 691 884	3 697 312	15 389 197
Panama	148 740	15 114 019	15 262 759
Inde *	4 300 722	10 022 551	14 323 274

* Les contributions du Canada et de l'Inde au titre des ressources ordinaires pour l'année 2014 ont été reçues en 2015.

** Ce montant n'inclut pas la contribution de 18 154 657 dollars É.U. reçue de l'Australie en 2014 car elle était prévue au titre de l'année 2013.

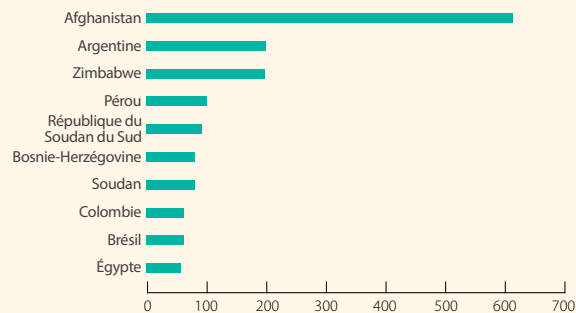
10 PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS POUR LES RESSOURCES LOCALES EN 2014

(chiffres préliminaires de mars 2015 en millions de dollars É.U.)



10 PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DES AUTRES RESSOURCES EN 2014

(chiffres préliminaires de mars 2015 en millions de dollars É.U.)





30 PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS AUX RESSOURCES ORDINAIRES EN 2014

1	Norvège	112 211 221
2	Royaume-Uni	90 323 920
3	États-Unis d'Amérique	80 981 100
4	Japon	80 472 261
5	Suède	72 903 397
6	Suisse	63 474 388
7	Danemark	60 142 154
8	Pays-Bas	36 764 706
9	Canada *	35 573 123
10	Finlande	30 261 348
11	Allemagne	29 108 235
12	Belgique	23 661 270
13	France	18 569 464
14	Australie **	18 057 922
15	Irlande	11 691 884
16	Nouvelle-Zélande	6 552 007
17	Corée, République de	6 384 000
18	Italie	4 447 268
19	Inde *	4 300 722
20	Chine	3 800 000
21	Luxembourg	3 605 442
22	Turquie	3 000 000
23	Autriche	2 149 660
24	Arabie saoudite	2 000 000
25	Fédération de Russie	1 100 000
26	Thaïlande	865 112
27	Koweït	570 000
28	Iraq	500 000
29	Bangladesh	400 000
30	Émirats arabes unis	324 000

Contributions aux ressources ordinaires reçues en 2014 au titre des années précédentes :

Espagne	2 758 621
Malaisie	770 000

* Les contributions du Canada et de l'Inde au titre des ressources ordinaires pour l'année 2014 ont été reçues en 2015.

** Ce montant n'inclut pas la contribution de 18 154 657 dollars É.U. reçue de l'Australie en 2014 car elle était prévue au titre de l'année 2013.

LES RESSOURCES ORDINAIRES, PILIER DE L'ACTION DU PNUD

En tant que principale agence de développement des Nations Unies, le PNUD gère un portefeuille de près de 4 milliards de dollars de projets financés par des ressources spécifiques. Ces projets vont de partenariats avec le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme à des projets thématiques intéressant certains pays et à des fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD au nom de la communauté internationale.

Pourtant, ce sont les ressources ordinaires fournies par les pays partenaires, dont le montant s'élevait en 2014 à 793 millions de dollars, qui rendent tous ces projets possibles. Leurs contributions jouent un rôle essentiel dans la capacité du PNUD à répondre à des situations d'urgence en matière de développement. Ce sont les ressources ordinaires qui lui ont permis de réagir immédiatement à l'épidémie de l'Ebola en 2014 en déployant des professionnels formés et en apportant un appui essentiel à la gestion des interventions. Elles ont également aidé le PNUD à apporter une aide d'urgence aux réfugiés syriens dans les pays de programme.

Ces interventions d'urgence dépendent à leur tour de la poursuite de la collaboration du PNUD avec ses partenaires nationaux dans les pays de programme, notamment du maintien de son rôle essentiel de coordonnateur de toutes les interventions des Nations Unies dans les pays en développement. Ces fonctions sont elles aussi financées au moyen des ressources ordinaires.

En 2014, non moins de 90 % des ressources ordinaires du PNUD ont été consacrées aux pays à faible revenu. Chaque dollar dépensé par le PNUD dans ces pays a permis de lever 5 dollars supplémentaires d'aide au développement auprès d'autres sources. En outre, si seulement 10 % des ressources ordinaires du PNUD ont été allouées aux pays à revenu intermédiaire, chaque dollar versé a permis de lever 25 dollars de plus en faveur du développement local.

C'est aussi grâce aux ressources ordinaires que le PNUD peut observer les normes de contrôle de la qualité les plus strictes, et élaborer des rapports publics détaillés et rigoureux sur l'ensemble de ses projets et de ses ressources financières, au niveau aussi bien local qu'international. Plus important encore, ce sont ces ressources ordinaires qui font du PNUD un partenaire fiable et efficace dans tous les pays de programme, jour après jour. Nous tous, au PNUD, exprimons notre gratitude à nos partenaires les plus importants pour leur confiance et leur soutien renouvelés.

« Nous avons l'obligation de protéger notre planète pour les générations futures et de préserver les acquis durement obtenus en matière de développement. »

— Helen Clark
ADMINISTRATEUR DU PNUD

CRÉDITS PHOTO

Page 1 : Dylan Lowthian/PNUD
Page 2 : Silvia Jundt/PNUD RDP Lao
Page 4 : Chansok Lay/PNUD Cambodge
Page 5 : PNUD Pérou
Page 7 : PNUD
Page 9 : PNUD Maroc
Page 11 : Nicolas Douillet/PNUD
Page 13 : PNUD Guatemala
Page 15 : Dylan Lowthian/PNUD
Page 16 : JC McIlwaine/ONU
Page 17 : PNUD Ghana
Page 19 : PNUD Soudan
Page 20.1 : Olivier Chassot/ONU
Page 20.2 : PNUD/PAPP
Page 23 : PNUD
Page 24 : PNUD
Page 25.1 : RV Mitra/PNUD
Page 25.2 : PNUD Cambodge
Page 27 : PNUD
Page 28.1 : PNUD
Page 28.2 : Andrei Mardare
Page 29 : PNUD en Europe et Asie centrale
Page 31 : Jorge Saenz/PNUD
Page 32.1 : PNUD République dominicaine
Page 32.2 : PNUD Haïti
Page 33 : PNUD Colombie
Page 35 : Carolina Azevedo/PNUD
Page 37 : Arislan Kannazarov/PNUD
Page 39 : UNCDF

Couverture:

Dans la région des lacs Prespa, en ex-République yougoslave de Macédoine, un projet du PNUD, en collaboration avec la Coopération suisse au développement et le gouvernement local, promeut des pratiques de culture durables.

Photo : Ljubo Stefanov/PNUD

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACTER LE BUREAU DU PNUD LE PLUS PROCHE OU :

Bureau des relations extérieures et du plaidoyer

One United Nations Plaza
New York, NY 10017, É.-U.
Tél : 1 (212) 906 5300

Bureau de représentation du PNUD à Washington

1775 K Street, NW, Suite 420
Washington, DC 20036, É.-U.
Tél : 1 (202) 331 9130

Bureau de représentation du PNUD à Genève

Palais des Nations CH-1211
Genève 10, Suisse
Tél : (41-22) 917 8536

Bureau de représentation du PNUD à Bruxelles

14 Rue Montoyer
B-1000 Bruxelles, Belgique
Tél : (32-2) 505 4620

Bureau de représentation du PNUD à Copenhague

UN City, Marmorvej 5,
2100 Copenhague O, Danemark
Tél : (45) 45 33 5000

Bureau de représentation du PNUD à Tokyo

UN House 8F
5-53-70 Jingumae
Shibuya-ku
Tokyo 150-0001, Japon
Tél : (813) 5467 4751

Centre régional de services du PNUD pour l'Afrique

Main Bole Road, Olympia roundabout,
DRC Street P.O. Box 60130,
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél : (251) 115 170707

Bureau régional du PNUD à Amman

11 Abu Bakr AlSiraji Street
North Abdoun,
Amman 11183 – Jordanie

Centre régional du PNUD en Asie-Pacifique

United Nations Service Building
3rd floor, Rajdamnern Nok Avenue
Bangkok 10200, Thaïlande
Tél : (66) 2304 9100, Ext. 2

Bureau multi-pays du PNUD aux Fidji

Centre du PNUD pour le Pacifique
c/o UNDP
Private Mail Bag
Suva, Fidji
Tél : (679) 330 0399

Centre régional pour l'Europe et la Communauté des États indépendants (CEI)

Centre régional du PNUD à Istanbul

Key Plaza,
Abide-i Hürriyet Cd. İstiklal Sk.
No 11, Şişli, 34381
Istanbul, Turquie
Tél : (90) 850 288 22 06

Centre régional du PNUD au Panama

Casa de las Naciones Unidas Panamá
Clayton, Ciudad del Saber
Edificios 128 y 129
Apartado Postal 0816-1914
République du Panama
Tél : (507) 302 4500

ABRÉVIATIONS

BCtA *Business Call to Action*

CEI Commonwealth des États indépendants

FIDA Fonds international de développement agricole

GBCO Gestion budgétaire et comptable des communes

GFATM Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

ICT Technologies de l'information et des communications

LGBT Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres

OMD Objectif du Millénaire pour le développement

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

REDD Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts

UNCDF Fonds d'équipement des Nations Unies

UNFPA Fonds des Nations Unies pour la population

UNIFEM Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

VNU Volontaires des Nations Unies

Publié par le Bureau des relations extérieures et du plaidoyer
Programme des Nations Unies pour le développement
New York

Rédaction : Bill Orme
Traduction : Julie Perry
Conception graphique : MBLM
Impression : GSB Digital



Certification d'une
sylviculture responsable

*Imprimé sur du papier écologique
avec des encres à base végétale.
Les documents imprimés sont recyclables.*

© PNUD Juin 2015



www.facebook.com/pnudfr
www.twitter.com/pnudfr
www.youtube.com/undp



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies pour le développement
One United Nations Plaza
New York, NY 10017

www.undp.org/french

© PNUD Juin 2015